

Avalanche

Correspondance anarchiste

Juillet 2017 — numéro 11







Uruguay

Anarquía
periodicoanarquia.wordpress.com

Chili

Contra toda autoridad
contratodaautoridad.wordpress.com

El Anárquico
periodicoanarquico.wordpress.com

Sin Banderas Ni Fronteras
sinbanderas.nifronteras@riseup.net

Cimarrón
revista.cimarron@riseup.net

Argentine

Rebelion (Buenos Aires)
publicacionrebelion@riseup.net

Alta tension
boletinaltatension.blogspot.com

Mexique

Negación
negacion_anarquica@riseup.net

Italie

Finimondo
finimondo.org

Tairsìa (Salento)
tairsia@gmail.com

Stramonio (Milano)
malacoda@distruzione.org

Brecce (Lecce)
peggio2008@yahoo.it

Espagne

Infierno
revista_infierno@yahoo.com

France

Séditions (Besançon)
seditions.noblogs.org

Paris Sous Tension (Paris)
parissoustension.noblogs.org

Blasphegme (Paris)
blasphegme.noblogs.org

La Pétroleuse (Clermont-Ferrand)
lapetroleuse63@riseup.net

Du pain sur la planche (Marseille)
dupainsurlaplanche.noblogs.org

Subversions
subversions@riseup.net

Belgique

L'imprévu (Bruxelles)
imprevu@riseup.net

Salto
salto.noblogs.org

Pays-Bas

Roofdruk
roofdruk@riseup.net

Allemagne

Attacke! (Norden)
attacke@riseup.net

Fernweh (München)
fernweh.noblogs.org

Chronik
chronik.blackblogs.org

Suisse

Dissonanz (Zürich)
dissonanz-a@riseup.net

Autriche

Revolte (Vienna)
revolte.blackblogs.org

Suède

Upprorsbladet (Stockholm)
upprorsbladet@riseup.net

Royaume-Uni

Rabble (London)
rabble.org.uk

Canada

Wreck (Vancouver)
wreckpublication.wordpress.com

Montréal Contre-Information
mtlcounter-info.org

Etats-Unis

Rififi (Bloomington)
rififibloomington.wordpress.com

Trebitch Times (St Louis)
trebitchtimes.noblogs.org

PugetSoundAnarchists (Pacific Northwest)
pugetsoundanarchists.org

Wildfire
wildfire.noblogs.org

+

Contrainfo
contrainfo.espiv.net

Tabula Rasa
atabularasa.org

Act for freedom now
actforfree.nostate.net

Voz como arma
vozcomoarma.noblogs.org

Publicacion Refractario
publicacionrefractario.wordpress.com

Por la tierra y contra el capital
porlatierraycontraelcapital.wordpress.com

Brèves du désordre
cettesemaine.info/breves

Le Chat Noir Emeutier
lechatnoiremeutier.noblogs.org

Aus dem Herzen der Festung
ausdemherzenderfestung.noblogs.org



Editorial

Juin 2017

Être en conflit avec le pouvoir ne veut pas dire être hostile au pouvoir en général. L'hostilité envers le pouvoir commence par le scepticisme - le scepticisme qui interroge son existence et sa nécessité. Une question rationnelle, d'une part, qui nous persuade de développer des analyses rationnelles au sujet du fonctionnement et des transformations du pouvoir. Bien que purement abstraite, alors que la mise en pratique de nos hostilités envers le pouvoir signifie aussi en venir à parler de soi-même et considérer sa propre vie comme le champ de projection de ses propres idées. Une question irrationnelle, d'autre part, une question de cœur, une question d'agir, un moment individuel de rupture. Une rupture qui surmonte l'attitude passive du scepticisme en créant au moyen de ses propres idées et compagnons des projets qui essayent de pousser l'hostilité envers le pouvoir dans la direction d'une révolte permanente et d'une rupture généralisée avec l'autorité.

Dans le développement de projets communs surgit aussi toujours un moment de « nous », un moment d'identité, maintenu ensemble par une perspective commune minimale. Un « nous » qui incite à juste titre les sceptiques à tendre l'oreille. Construire un « nous » est une question qui provient souvent d'une volonté de puissance, de prestige et de normes.
Parce que s'il existe quelque chose comme une identité anarchiste - sur quoi repose-t-elle ? Qu'est-ce qui constitue le mouvement qui reprend ce nom ? Le nombre de groupes, d'adeptes et d'espaces - une question de structure ? Ou les idées, l'histoire, les discussions - et par conséquent la théorie ? Ou les attaques et les formes d'actions prisent par l'hostilité envers l'autorité - donc plutôt la pratique ? Ou le tout à la fois ?

Contrairement à une perspective commune minimale, qui est seulement animée par la soif de nouveaux adeptes de sa propre identité, *nos* projets - donc les multiples et différents projets des individus partageant ce projet - visent à autre chose. La tentative de lancer et développer des dynamiques et des relations insurrectionnelles cherche à rompre l'isolement de nos idées et de nos méthodes au sein du conflit avec le pouvoir, à expérimenter les possibilités d'une rupture généralisée de la réalité sociale qui nous entoure. Parce que n'être qu'une poignée de compagnons ne signifie pas être isolé. De même que la qualité et l'intransigeance d'une attitude à l'intérieur d'un conflit est aussi quelque chose qui peut être partagée. Parce que nos relations et nos luttes ne dépendent pas de l'adhésion à une identité fixe, à un nom ou à une structure formelle, mais plutôt de la manière dont nous voulons combattre le pouvoir. Ce qui veut non seulement dire que dans nos luttes nous laissons les obligations envers les formalités derrière nous pour baser nos relations sur des affinités et des expériences réelles, mais aussi que nous plaçons nos luttes sur une base anti-politique. Parce que pour qu'une méthode puisse se diffuser, elle doit être fondée sur l'analyse de conflictualités sociales spécifiques, sur la réalité du conflit avec le pouvoir.
De plus, dans nos luttes nous voulons dépasser la simple réponse aux frappes du pouvoir pour auto-déterminer nos luttes et le terrain sur lequel ils se jouent - et par là les construire d'après nos propres analyses, propositions et rythmes individuels.

En ce sens, collectivité signifie pour nous la rencontre de différentes perspectives individuelles dans le but d'organiser les choses nécessaires pour un projet - et lorsque cette organisation est seulement maintenue tant qu'elle veut dire et qu'elle permet l'enrichissement individuel et se rapprocher de ses propres perspectives.
Aux compagnons qui accueillent positivement une correspondance internationale entre compagnons à propos de leurs projets et de leurs luttes et qui considèrent *Avalanche* comme un bon outil pour cela, nous appelons à contribuer à ce projet avec leurs propres textes et traductions ainsi que par la distribution de ce magazine.

Des anarchistes vivant quelque part en Allemagne



Réflexions sur le G20 à Hambourg et sur la révolte

Mai 2017 - Hambourg

Les textes suivants sont un petit aperçu de discussions qui ont occupé quelques anarchistes à Hambourg au cours des dernières semaines et des derniers mois.
Le premier texte tente de replacer la réalisation des sommets de l'OSCE et du G20 dans le contexte de Hambourg et de décrire les pas qu'ont décidé de faire des individualités anti-autoritaires. Il a été écrit avant le sommet du G20.
Le deuxième texte a surgi la semaine après le sommet et constitue un bilan intermédiaire, un concentré de discussions en cours entre compagnon-ne-s à la suite des événements chamboulants des journées autour du 7 juillet.

***

En 2016, c'était décidé: les sommets de OSCE et du G20 auraient respectivement lieu fin 2016 et en juillet 2017 à Hambourg, dans le Nord de l'Allemagne. Le premier grand sommet de chefs d'État depuis longtemps dans une métropole européenne. Dans un contexte où la mise en œuvre des jeux olympiques d'été avait échoué suite à un référendum, il n'est guère étonnant que les autorités de Hambourg y fassent venir un autre grand événement pour imposer leurs intérêts en terme de rayonnement international et de durcissement à l'intérieur.

Cette manière de réaliser des projets de valorisation, de refoulement de populations et de renforcement autoritaire avec un mélange bien pensé d'arrogance répressive et de tactiques classiques de pacification démocratique a une certaine tradition ici. On trouve certainement les mêmes modèles de carotte et de bâton dans beaucoup d'autres endroits du monde, mais Hambourg est un exemple particulièrement significatif de la manière dont des métropoles sont développées dans le seul intérêt de la richesse, de la consommation et de la pacification. Toute une série de situations démontrent clairement que l'évolution continuelle et parfois très subtile de Hambourg jusqu'à en faire une ville des riches et des autorités a toujours besoin de projets spécifiques et ponctuels d'intervention autoritaire, pour préparer le terrain à la maximisation souhaitée de la consommation et du profit.

Je parle ici tant de projets réalisés de manière très offensive pour virer les parties indésirables de la population de différents endroits et à différents moments, que du dispositif d'états d'urgence policiers dans des quartiers où les autorités ont temporairement craint de perdre le contrôle. En particulier, le nettoyage social ciblé, réalisé principalement à travers de vastes campagnes de contrôles de police et consistant à dégager les consommateurs/trices de drogues et les dealer-euses des quartiers où ils et elles constituaient un obstacle à la revalorisation a mis assez régulièrement en évidence les pratiques systématiquement autoritaires et la plupart du temps racistes de la police hambourgeoise, venant avec zèle prêter main forte à l'État et à l'économie.
Lorsque des conflits et des luttes auto-organisées autour du contrôle et de la chasse aux pauvres, s'étendant de l'été 2013 à janvier 2014, ont abouti au point où des manifs non autorisées et parfois sauvages se sont déroulées de nombreux soirs de suite, où un poste de police a été attaqué et où une grande manifestation a donné lieu à l'une des plus grandes émeutes depuis de nombreuses années, la réaction des flics, quoique peu surprenante, a été fort éloquente. Suite à une autre attaque, contre le même commissariat de St Pauli, au cours de laquelle un flic aurait supposément été gravement blessé, ils ont justifié l'extension de l'état d'urgence dans le quartier, baptisé « zone dangereuse ».
Il ne nous surprend bien entendu pas, pas plus que cela ne nous indigne, qu'il ait été démontré par la suite que l'attaque décrite ne s'était jamais produite, mais avait tout bonnement été inventée - ce fait est néanmoins assez révélateur pour remettre les événements à leur place. Il est apparu qu'en cas de perte de contrôle les autorités de cette ville disposent d'un large arsenal de moyens d'intervention, et qu'en faire la démonstration reste un but manifeste de leurs agissements.

Pour de nombreu/ses individus dans mon contexte, il a été très important d'expérimenter le fait qu'il est possible de prendre la rue, de manière consciente et à l'occasion conflictuelle, malgré l'état d'urgence policier, avec des flics à chaque coin de rue et des contrôles incessants aux alentours. Constater que la meilleure réaction à l'extension

du contrôle répressif consiste à devenir incontrôlable, à agir de manière diffuse, informelle et spontanée, à surgir à différents endroits de la ville, à bloquer des rues, à mener des attaques et à pousser ainsi leur conception parfois bizarre, obsolète et centralisatrice de la domination jusqu'à l'absurde, a été une expérience très instructive.
Cette courte période de moments incontrôlables a laissé en somme deux apprentissages essentiels : d'une part une confiance en soi bien plus grande face aux flics et aux autorités de cette ville en général - s'il semblait auparavant absolument impossible de se retrouver dans la rue sans autorisation et de manière sauvage, cette pratique s'est développée de plus en plus comme variante réaliste d'intervention. Par ailleurs, la fin des conflits autour de St Pauli à montré clairement l'importance de s'opposer de manière offensive à la récupération et à la pacification des conflits sociaux par des acteurs politiques de toutes sortes. La fin de la confrontation incontrôlée a en fin de compte été marquée par une manifestation déposée par différentes organisations du milieu de gauchiste réclamant une « solution politique pour des conflits politiques » .
Quand l'appropriation politique de ce conflit social est arrivée au point où la pratique de mise en place de « zones dangereuses » a été jugée « anticonstitutionnelle » par un tribunal, la dynamique de lutte est retombée. Les flics ont bien-sûr conservé cet instrument de l'état d'urgence - on en parle juste plus de « zones dangereuses », mais d'« endroit dangereux ».

A présent, nous avons à faire dans cette ville à des événements qui, pour différentes raisons, ne sont pas séparées des situations décrites précédemment et me placent pourtant face à des questions auxquelles il n'est pas facile de répondre. La mise en œuvre des sommets a lieu dans les salles de congrès de Hambourg - en pleine ville, à portée de vue et à un jet de pierre de quartiers dans lesquels je passe beaucoup de temps dans ma vie. Je partage cette situation avec la plupart de mes compagnon/nes de lutte et ce texte est une tentative de donner un aperçu des discussions que nous avons eues et continuons d'avoir dans le contexte des sommets. Il est vite devenu clair qu'il serait impossible d'ignorer ces événements. Même si l'impulsion était forte de rester loin de la mise en scène politique de toutes les parties impliquées, des politiciens des Etats G20 jusqu'aux mobilisations de gauche, il est difficile, voire absurde, de méconnaître l'importance sociale de ces rencontres.
Au jour d'aujourd'hui, il faut reconnaître que presque tous ceux qui ont quelque chose à dire sur ces sommets se comportent exactement comme on pouvait l'attendre d'eux. Il y a à la fois les appels des grandes ONGs mendiant un raffinement de la misère mondiale, la campagne militante des gauches radicales pour la mobilisation du black bloc et le jeu truqué des prédicateurs de la « désobéissance civile », pour ne citer que quelques exemples.

Les institutions qui administrent cette ville dans telle ou telle direction, de la presse aux keufs, se servent de la rhétorique prévisible de propagande contre les hordes de manifestant-e-s violent-e-s d'un côté et sur l'importance de la protestation pacifique de l'autre. Peu avant le sommet de l'OSCE, certaines parties de la ville se sont déjà transformées en cibles de l'état d'urgence, le salon des Congrès est entouré de flics jour et nuit et après quelques attaques contre des voitures de flics, beaucoup de commissariats de la ville sont clôturés avec des barbelés de l'OTAN. Il est peut-être important de mentionner ici, à quel point la disposition manifeste à l'attaque directe contre les institutions du Pouvoir me réjouit, même s'il est dommage de devoir reconnaître qu'un grand événement imposé semble être nécessaire pour une telle dynamique, tandis que la misère de la vie quotidienne devrait être une occasion suffisante pour attaquer indépendamment de provocations si évidentes de la part des autorités.

Hormis des processus institutionnalisés suivant les rails largement calculables, on trouve donc des moments qui de par leur pertinence sociale, peuvent être importants pour une confrontation continue et conflictuelle avec la domination, à condition de nous poser les bonnes questions. Si nous accompagnons la fixation imposée sur les jours du sommet en juillet d'une analyse plus profonde de leur sens pour le terrain sur lequel nous luttons, des options d'action pourraient bien se dessiner dans lesquelles nos idées d'auto-organisation, d'informalité et d'attaque auraient toute leur place.
Pour cela, il nous faut voir le désir et l'aspiration d'un moment collectif de révolte, de désordre et d'émeutes au cours des journées de sommet en lien avec la continuité de projets et de processus qui se poursuivront après ces journées et que nous continuerons à développer. Opposer à leur actuelle mise en place du quadrillage des expériences d'attaque collective et de pertes de contrôle, peut créer des moments dont la dynamique dépasse ces jours particuliers.

Les habitant-e-s du Karolinenviertel, un quartier dont l'espace est relativement gérable dans la zone de St Pauli, ont été très concrètement touché-e-s par la mise en œuvre des sommets dès les préparatifs de celui de l'OSCE. Les salles des Congrès dans lesquelles, après l'OSCE, le G20 doit à présent aussi se tenir, délimitent le quartier au Nord et à l'Est. Le *Karoviertel* est bien ce qu'on peut appeler un quartier « alternatif » - habité depuis les années 50 par des travailleur-euse-s pauvres et principalement immigré-e-s, il a évolué de manière assez classique pour devenir un quartier dans lequel toujours plus de boutiques, de cafés et autres magasins chics ont progressivement ouvert et où les loyers sont en permanence à la hausse.
Dans ce quartier particulier, les processus de revalorisation ont avancé cependant un peu moins vite qu'ailleurs, une présence constante de squats, un centre antiautoritaire dans lequel est entre autre hébergée une bibliothèque anarchiste et l'existence d'un *Wagenplatz*, expulsé en 2002, ayant contribué à une certaine continuité de protestations visibles, quoique parfois réformistes et gauchistes.
Dès avant le sommet de l'OSCE en décembre 2016, des individualités antiautoritaires et anarchistes ont proposé par tracts et affiches la tenue dans le Centre Libertaire LIZ, dans lequel se trouve aussi la Bibliothèque Anarchiste *Sturmflut*, d'une rencontre de quartier pour affronter la situation d'occupation qui se dessinait et discuter de solidarité et d'auto-organisation. Cette initiative a rencontré un écho étonnamment positif. Il est apparu claire-

ment, qu'il y avait et qu'il y a une forte nécessité dans le coin d'aborder à bras le corps les potentielles restrictions que les dites mesures de sécurité impliqueraient pour la vie dans le quartier, en même temps qu'une grande ouverture d'esprit pour la proposition de contrer l'état d'urgence imposé, de manière auto-organisée, informelle et autonome des organisations politiques, afin d'opposer au sentiment d'impuissance une expérience de solidarité et de soutien mutuel. Ces rencontres étaient moins consacrées à poser une critique ou une opposition vis-à-vis des sommets que marquées par le besoin d'affronter la mise en place larvée de l'occupation policière et ses impacts sur la réalité sociale avoisinante. A partir de ces rencontres désormais régulières se sont développées diverses initiatives rendant visibles la solidarité et l'auto-organisation dans le *Karoviertel*.

Ainsi, des pique-niques ont eu lieu à plusieurs reprises, offrant la possibilité de prendre un espace autodéterminé et non déposé pour se réunir ostensiblement contre la présence policière et le contrôle. Des banderoles ont été accrochées dans les arbres, le soir des films ont été projetés, des tracts ont été distribués et il y avait une table d'info de la bibliothèque anarchiste. Les gens du coin apportaient de la bouffe, le bar d'à côté fournissait l'électricité et des tables, on discutait, on faisait connaissance et on parlait des possibilités d'intervention. En apprenant peu à peu à se connaître, on a essayé d'agir au-delà des pique-niques très statiques et paisibles en apparence, récemment une petite manif sauvage a traversé le quartier à la limite duquel une banderole contre les flics et le contrôle a été accrochée dans les arbres, juste en face des salles des Congrès.
Le caractère plutôt « sage » et très social de ces moments organisés est actuellement au cœur des discussions sur ces expériences entre compagnons impliqués. Il s'avère que connaître des individus sur la base de l'auto-organisation et de la solidarité signifie en général aussi faire l'apprentissage des limites des relations qui se tissent et qu'il ne faut pas perdre de vue l'intervention individuelle et offensive dans les contextes où elles se donnent, si nous ne voulons pas en rester au réconfort de fêtes bigarrées et d'agréables soirées-barbecue entre voisin-e-s. De bonnes relations sociales, la connaissance mutuelle avec les gens dans les rues où on bouge et où on lutte sont très importantes - mais il devient de plus en plus clair qu'il est essentiel de garder en tête le potentiel subversif de l'auto-organisation et de la solidarité et de questionner dans cette optique les initiatives menées. Défions-nous la paix sociale, la battons-nous en brèche ou bien sommes-nous en train de créer des structures dans lesquelles la misère sociale et l'assaut constant des autorités seraient simplement plus supportables?
La solidarité naissante, les relations nouées ne sont combatives qu'à partir du moment où elles sont le point de départ pour une confrontation plus vaste avec les motifs qui les ont fait surgir.

Le fait qu'après la première rencontre de quartier les flics rendent visite à trois personnes apparaissant sur le bail du Centre Libertaire pour les interroger sur un possible lien avec une attaque incendiaire ayant eu lieu à peu près dans les mêmes temps contre le Palais des Congrès montre clairement que l'initiative déplaît aux autorités. Suite à l'attaque, les flics ont aussi interrogé beaucoup de voisin-e-s sur le pas de leur porte quant à leur éventuelle participation à l'assemblée. Des flics en civil rodent autour des pique-niques et les invitations collées sur les portes sont régulièrement enlevées, cependant les keufs ne sont pour l'instant pas intervenus dans les initiatives publiques.
Accepter cette prétendue paix ne peut évidemment pas être une option, nous devons donc trouver où nous pouvons attaquer vu la présence et la surveillance policières permanentes. Des expériences au cours des dernières semaines démontrent que leur appareil sécuritaire a des failles qu'ils ne seront pas en mesure de combler. L'incendie d'un fourgon de police destiné à surveiller le domicile du maire sous le nez des keufs montant la garde, celui des véhicules du syndicat de police à proximité du commissariat central de Hambourg, ou encore celui de quatre fourgonnettes sur le parking d'un poste de police montrent par exemple que l'attaque reste possible malgré tout leur arsenal.

Dans une situation dans laquelle presque tout le monde se concentre en premier lieu sur un événement spécifique, il devient primordial de mettre en évidence que les possibilités d'attaque contre ce monde d'exploitation et de domination sont multiples – Le cours bien huilé du quotidien dans la ville robotisée de Hambourg, le transbordement effréné de marchandises dans le port, le développement croissant de la ville en Moloch qu'ils appellent « Smart City » sont des terrains de confrontation difficiles à contrôler, malgré toutes leurs manigances militaires. L'intervention continue et destructive dans le système proprement fonctionnel de cette ville peut signifier expérimenter pour nous-mêmes le choix autodéterminé et imprévisible des champs de notre attaque, indépendamment des situations méticuleusement préparées lors des sommets. L'interruption du quotidien peut mettre en évidence qu'il est possible d'attaquer la détermination de notre vie par d'autres, avec des moyens simples et avec un effet potentiellement de grande ampleur. Cette ville est peine de nœuds de jonction conditionnant le fonctionnement de cette fourmilière programmée.

Les transports publics ne fonctionnent que si leurs installations de signalisation marchent, les sociétés de transport ne gagnent que si leurs distributeurs de tickets sont intacts, Le travail ne peut être effectué que si les esclaves salariés arrivent au boulot sur des routes sans obstacles et à condition que le réseau d'électricité et de données reste indemne. Il n'y a souvent qu'un « clic » entre l'ordre mortifère et le chaos vivant, et découvrir où se trouvent ces points peut être essentiel pour notre capacité à jeter de l'huile sur le feu dans des situations où ils perdent le contrôle.



G20 à Hambourg : journées de révolte

Juillet 2017 - Hambourg

Au cours du sommet du G20, des milliers de personnes ont porté leur rage dans les rues de Hambourg contre la violence des flics et contre le monde qu'ils défendent.
Dès la semaine avant le sommet, les keufs ont clairement annoncé la couleur : ils avaient prévu de se lâcher et l'attaque sans sommation de la manifestation du jeudi soir a confirmé qu'ils suivraient bien cette ligne. De manière évidente, ils ont assumé le fait de provoquer des blessures graves, voire des morts, lorsqu'ils ont disloqué la première partie de la manif dans une ruelle étroite à coups de matraques, de gazs et de canon à eau – ça a été la panique et pour beaucoup la seule façon de s'en sortir a été de passer un haut mur. Il y a eu de nombreu-se-s blessé-e-s, mais aussi des scènes de solidarité impressionnante lorsque des personnes se sont mutuellement aidé à escalader le mur, en même temps que les flics n'arrêtaient pas de se faire canarder d'en haut et que des lignes fort avisées de manifestant-e-s encaissaient les coups pour protéger les autres.

La matraque dans la gueule, le genou sur la nuque, le poivre dans les yeux doivent rappeler qui est aux commandes de ce monde.
Au cours de ces journées, les représentants des 20 pays les plus riches se retrouvaient pour statuer sur le maintien de cet ordre de misère. Des milliers de flics devaient protéger ce spectacle de celles et ceux qui, à l'occasion de ce sommet, voulaient exprimer leur rage, leur haine, leur résistance à l'arrogance des autorités.

Dans la nuit du jeudi au vendredi, nombreux sont ceux et celles qui ont reconquis une partie de la dignité que les rapports de merde nous volent jour après jour, en attaquant les keufs à plein d'endroits, en érigeant des barricades et en ouvrant avec des marteaux, des pierres et des flammes, de nombreuses brèches dans la façade d'une société qui ne réserve de place qu'à qui fonctionne, consomme et s'adapte.
Les barricades de la nuit à peine éteintes, le vendredi matin les premières voitures commençaient à cramer. A différents endroits de la ville, des groupes se sont mis en route pour montrer que ces jours signifieraient bien plus que de l'attaque d'une rencontre de dirigeants. Entre autres, des agences immobilières, des voitures de luxe, le tribunal pour mineurs, des banques et les vitrines rutilantes des centres commerciaux sont devenus des cibles et les premiers keufs ont aussi dû prendre leurs jambes à leur cou sous les attaques. Certains ont bloqué d'autres points de la ville massivement avec des sit-ins et des manifs, sans que les moyens choisis ne se contrarient.

Le vendredi, la rage a provoqué un souffle de chamboulement, malheureusement trop rare dans ce contexte.

Perturber la paix de cimetière citoyenne et interrompre la normalité, entraver le fonctionnement de la ville des riches et de la consommation et ne laisser aucun doute sur le fait que l'État et ses flics ne peuvent nous empêcher de vivre est une expérience très stimulante.

Le vendredi, une partie de l'espace dont les autorités ont brutalement dépossédé les personnes de cette ville dans l'intérêt de leur mise en scène de la domination a été reconquis par la lutte pour quelques heures.
Grâce aux barricades enflammées et aux attaques constantes contre les flics, un espace a été créé dans lequel il était possible de décider pour quelques heures de ce qu'on voulait faire, indépendamment du pouvoir de l'Etat.
Il y a eu des pillages, des gens ont pris ce dont ils avaient besoin ou envie, d'autres encore ont détruit des symboles de ce monde de consommation qui tue tout sens d'une vie sauvage et libre, en les livrant aux flammes.
Une impressionnante variété de personnes est apparue, partageant la rue, pillant, montant des barricades et attaquant les flics – beaucoup d'entre elles ne faisait probablement pas partie de quelque milieu protestataire.

Si un quelconque porte-parole autoproclamé de quoi que ce soit prétend que cette émeute se serait contenté de s'enivrer d'elle-même sans ligne politique, il faut bien lui donner raison, malgré tout le dégoût que ne peut que nous inspirer son opportunisme servile :

Cette reprise nécessairement violente d'un espace dominé par les flics, signifiant une rupture fondamentale avec ce qui nous est imposé au quotidien, n'a rien à voir avec un agenda politique ou le programme de quelque alliance, mais avec la réappropriation individuelle de notre vie.

Si ici ou là un certain malaise va de pair avec l'incertitude, voire la peur face à une situation dans laquelle l'ordre habituel déraille effectivement, c'est compréhensible et cela fait même intégralement partie d'une rupture fondamentale avec cette réalité.

Au delà de cela, il nous faut nous demander en l'occurrence qui a peur, de qui ou de quoi. Si une société aussi opulente et riche que celle de cette ville d'argent et de commerce craint pour sa propriété et si le côté terrible des destructions tient au fait que des marchandises ont été volées et des possibilités d'achat saccagées, alors cette société mérite effectivement d'être détruite.

Notre domestication dans ce monde d'autorité est très vaste.
Le flic si souvent invoqué dans notre tête est tenace.

Peu de personnes se représentent ce que peut signifier chasser les autorités, c'est pourquoi il est indispensable de créer des moments où nous expérimentons leur absence.
Le fait que dans ces situations certains prennent aussi des décisions qui après coup nous apparaissent comme inadéquates ou irresponsables, n'a rien de particulièrement surprenant, dans ces moments comme dans d'autres situations de la vie. Il faut aussi parler de cela, si nous voulons nous rapprocher d'une conception de la liberté. Il doit cependant être clair qu'il n'y a pas d'objectivité – surtout pas dans la révolte. Celle-ci consiste essentiellement dans la responsabilité et l'initiative individuelles de quiconque veut y contribuer.

Pour l'heure, il est manifestement très facile de se faire avoir par le discours des autorités et des gardien-ne-s de cet ordre. Ce sont les flics qui ont volontairement mis des vies en jeu ces derniers jours, il n'y a aucun doute là dessus.
Laisser le stress et la propagande remettre en cause l'expérience stimulante et libératrice de ces moments, serait une grossière erreur.

Cette fin de semaine, la résistance a abandonné le terrain d'une contestation opportunément orquestrée de manière politique et il apparaît une fois encore que dans la révolte la question posée est de savoir de quel côté on décide d'être.
Du côté de celles et ceux qui veulent voir cette société, cet ordre, ce système en ruines, dans le sens d'une vie de liberté et de dignité, avec toutes les erreurs et les triomphes qu'amène la révolte.
Ou du côté de celles et ceux qui dans le doute font le constat qu'ils préfèrent un milieu contestataire confortable et prévisible, encadré par la sécurité des rapports totalitaires, plutôt que de se jeter dans l'eau peut-être froide de la liberté.

Des anarchistes pour la révolte sociale



Au début de la rivière
Autour de la lutte contre le Campus Google à Berlin

Mai 2017 - Berlin

Ce texte espère être plus qu'une brève esquisse de la lutte contre un Campus Google dont la construction est prévue à Berlin. Il cherche à communiquer, impulser des discussions et soulever des questions qui puissent aider à penser une lutte spécifique, ainsi qu'à analyser les projets du pouvoir, à un niveau international. Avalanche se prête bien à ces questionnements et analyses. Le texte suivant est bien plus une tentative de communication entre anarchistes, avec l'intention de développer un espace pour agir de manière offensive, qui ne reste pas juste dans l'action symbolique et ne puisse pas être limité par les frontières.

***

Fin 2016, lors d'une conférence de presse, était présenté le projet de Google d'ouvrir un campus à Berlin. Un Campus Google comme il en existe déjà à Londres, Varsovie, Sao Paulo, Séoul, Madrid et Tel Aviv. Le Campus de Berlin devait (bien sûr dans l'intérêt de Google, mais pas seulement) mettre à disposition de l'espace pour des start-up, proposer des workshops pour experts et amateurs, et héberger un „Google-Café“. Comme lieu pour tout cela a été choisi un vieux transformateur dans le quartier de Kreuzberg. Google a demandé un permis de construire pour commencer les travaux dans le bâtiment du vieux transformateur pour pouvoir ouvrir le campus fin 2017. Après la „Facotry“ dans le quartier de Mitte, un campus de start-up appartenant à plusieurs entreprises dont Google, le Campus Google serait un pilier supplémentaire dans l'implantation de l'entreprise à Berlin. Mais le projet d'un Campus Google à Berlin n'est pas seulement dans l'intérêt de l'entreprise, mais aussi dans l'intérêt du gouvernement. Non seulement le maire actuel de Berlin, présent à la première conférence de presse, faisait les louanges de Google et expliquait quelle chance représenterait un Campus Google pour le développement économique de la ville. Mais lors d'une séance du sénat, on pouvait entendre également que le sénat se rangeait pleinement derrière les plans de Google.

Les raisons de mener un projet anarchiste offensif contre les projets de Google et du pouvoir sont diverses. D'une part, les quartiers de Kreuzberg et Neukölln (le quartier le plus proche du vieux transformateur de Kreuzberg) sont depuis longtemps des endroits où une intervention anarchiste est visible; par exemple, la bibliothèque anarchiste *Kalabalik* est dans le même pâté de maisons que le vieux transformateur. Mais Kreuzberg et des partis de Neukölln sont aussi concernées par une restructuration massive. Ces quartiers étaient autrefois des quartiers populaires, mais ils ont beaucoup changé ces dernières années (ou même décennies). Ce changement et cette éviction de ceux qui ne peuvent plus payer les loyers qui augmentent, causent une tension, en plus du fait qu'il y a toujours eu et qu'il y a encore des attaques contre l'État et ses acteurs. Mais ce quartier entre Kreuzberg et le nord de Neukölln est depuis longtemps devenu un lieu branché, où entre autres se développe le milieu des start-up berlinoises. Là, nous voyons un intérêt pour Google de venir à Kreuzberg, car cet endroit a encore l'image d'un quartier alternatif en dehors de Berlin et d'Allemagne. Google veut renforcer son image « cool », « alternative », « hype », et trouver des idées « créatives ». D'autre part, une raison de lutter contre Google peut être la tentative d'attaquer l'apparemment inattaquable pouvoir technologique. Pour nous il ne s'agit alors pas que de Google, mais aussi du projet de la domination de digitaliser et technologiser le monde. Prendre un projet de construction d'une entreprise technologique comme cible, pour empêcher et attaquer ce projet, c'est comme lancer une critique tranchante comme un couteau.

Depuis l'annonce que Google veut ouvrir un campus à Berlin, il y a, entre autres, des activités anarchistes dans le quartier contre ce projet. Et tandis que les protestations des citoyens et des gauchistes sont surtout dirigées contre la gentrification dans le quartier, une lutte anarchiste serait plutôt un projet offensif contre Google en tant qu'entreprise technologique et contre les rêves du pouvoir. Depuis le début de l'année, il y a tout le temps des tags contre Google et la domination sur les murs du quartier et sur le vieux transformateur :

« La liberté, on peut pas la googliser », « power off », « start up revolt »... Un journal anarchiste (Shitstorm) a été diffusé à 7000 exemplaires, et plaçait l'opposition au Campus Google dans un contexte d'attaque contre les plans du pouvoir (comme par exemple la smart city). Les affiches lisibles sur les murs et les tracts qui ont été diffusés ciblaient Google, la technologie, la domination, et aussi la politique, qui essaie de pacifier la résistance contre le Campus Google. Un fois par mois à la bibliothèque anarchiste *Kalabalik* il y a un „Anti-Google Café", un endroit pour échanger des informations, se coordonner et discuter pour une lutte auto-organisée et informelle pour empêcher la construction du Campus Google de Berlin. La proposition anarchiste d'une lutte auto-organisée, informelle et offensive, sans faire appel à la politique ou à une autre autorité, est visible dans le quartier. Pour l'Etat, cela est assez dangereux pour que par exemple, le vieux transformateur soit le seul bâtiment qui ait été explicitement protégé par les flics pendant la manif du 1er mai.

Bien que Google ait déjà son contrat de location et veuille ouvrir fin 2017, les travaux de réaménagement du vieux transformateur n'ont pas commencé, jusqu'à maintenant. Il y a un mois, on a pu lire que le permis de construire pour le réaménagement prévu par Google avait été refusé, du moins dans la première version des plans. Il n'est alors pas sûr, jusqu'au jour où est écrit ce texte, que Google puisse emménager dans le vieux transformateur de Kreuzberg. Il y a visiblement des problèmes dans les plans de construction. Mais Google peut encore les retoucher, et commencer les travaux avec une nouvelle version. Nous pensons que Google a vraiment un intérêt à venir à Kreuzberg, et donc que c'est juste une question de temps avant que les travaux ne commencent.

C'est le parti des Verts qui était contre le premier plan de construction de Google pour déménager dans le vieux transformateur de Kreuzberg. Les politiciens prennent le rôle de médiateurs, en essayant de canaliser la résistance et la lutte dans le quartier vers un dialogue politicien, et de les pacifier. Dans la presse il y a eu plusieurs articles autour de la résistance dans le quartier contre le projet de Campus Google. Les différentes composantes, politiciens, gauchistes ou citoyens, argumentent sur le risque de gentrification et de nuisances dans le quartier si Google emménage à Kreuzberg. Ce n'est pas que nous pouvions attendre autre chose des assistants et médiateurs du pouvoir, mais nulle part n'est évoqué le fait que Google n'est pas juste une entreprise comme une autre, ni le rôle qu'il joue dans le projet de restructuration du pouvoir. Rien n'était écrit sur la critique anarchiste, pourtant bien visible, de la technologie. En effet, la critique anarchiste sur la technologisation du pouvoir de l'Etat et du capital ne peut pas être acceptée par la politique ou par la gauche, car ce serait pour eux se tirer dans le pied, c'est pourquoi ils doivent l'ignorer totalement. Cela nous montre encore une fois qu'une lutte anarchiste ne doit pas seulement s'opposer à la récupération par la politique (radicale), mais doit aussi voir la politique comme un ennemi.

Pour nous en tant qu'anarchistes, peu importe au final si Google arrive à Kreuzberg ou plutôt dans un autre quartier de Berlin. Pour nous il s'agit pas de réagir à un projet du pouvoir, mais d'attaquer ce projet et par là de développer notre propre projet. Le projet de Google ne fait qu'accompagner les plans de l'Etat de technologisation, comme le projet de smart city, ou le plan du gouvernement pour créer les conditions pour une industrie hautement technologique. Cela signifie que les infrastructures du pays et de la ville doivent être renforcés : une liaison internet plus rapide, plus de lieux avec du Wifi gratuit, plus de prises dans l'espace public... ce qui nécessite encore des travaux de construction, comme la pose de nouveaux câbles. Sans attendre que des cibles d'attaque visibles et évidentes se présentent, nous essayons d'attaquer le pouvoir aujourd'hui. Cela veux dire aussi attaquer l'idéologie par laquelle toutes ces entreprises technologiques comme Google se distinguent. Nous pensons donc que c'est une méthode adéquate de prendre pour cible un projet concret, pour ne pas seulement parler de « l'apocalypse technologique » et rester dans son fauteuil, mais attaquer concrètement ici et maintenant – se jeter dans la rivière, essayer de rester la tête hors de l'eau et bien localiser l'ennemi.

On pourrait dire que c'est trop tôt pour dessiner une esquisse d'une lutte qui n'a pas plus de six mois. Et ce texte a sûrement surgi d'une certaine spontanéité, mais tout de même avec l'intérêt profond d'avoir une discussion. Une discussion autour des questions de comment et si une lutte spécifique peut être internationale, ou plutôt de ce que pourrait être une proposition internationale, qui ne soit pas sur le terrain du symbolique ou du spectacle. Mais aussi des questions autour de l'attaque anarchiste contre les projets du pouvoir, comme la technologisation, le « smart », la digitalisation. La restructuration du pouvoir est un projet international, c'est pourquoi une lutte anarchiste doit pas être limitée régionalement, mais rechercher des chemins pour dépasser les limites géographiques – être internationale. Comme cela a déjà été dit, ce texte d'adresse aux compagnons et compagnonnes d'autres endroits du monde, pour entrer en communication. Avec le recul quand on est moins proche de la lutte, on peut sûrement faire d'autres analyses, voir d'autres angles d'attaque et développer d'autres propositions. Cette courte esquisse, peut-être très précoce, de la lutte à Berlin contre le projet de Campus Google, est aussi le refus de n'en rédiger une description que quand c'est fini, plutôt que dans les remous de la lutte elle-même.



Lutter sous état d'urgence

Regards anarchistes sur la conflictualité en France

Juin 2017 - France

Ces dernières années, au cours de divers échanges, des compagnons et compagnonnes de différents horizons géographiques ont fait part de nombreux questionnements quant au contexte français. Des discussions ont porté entre autre sur les conséquences de plusieurs attentats djihadistes, notamment en termes répressifs, la France constituant certainement un des laboratoires antiterroristes et sécuritaires à l'échelle européenne. Mais elles ont aussi et surtout tourné sur le climat d'effervescence sociale marqué par des mouvements de contestation ou de révolte dont certains échos ont dépassé les frontières nationales.

C'est aussi en réponse à cet intérêt et cette curiosité que nous allons tenter de donner un aperçu, forcément restreint et partial, de la situation dans laquelle il nous est donné de vivre et de lutter actuellement.

Si nous avons fait le choix de nous attarder sur quelques épisodes particuliers de conflits, ce n'est pas pour en faire l'éloge inconditionnel ou le *nec plus ultra* de la conflictualité, mais pour donner quelques exemples d'activité anarchiste dans un contexte, certes plein de contradictions, mais toujours pas entièrement pacifié, malgré les efforts du Pouvoir et l'avancée continue du rouleau dévastateur capitaliste. Ces situations ont en effet été des occasions parmi d'autres de continuer à porter des contenus et des pratiques anarchistes, basés sur le refus de toute autorité, sur l'initiative individuelle, la libre association et l'action directe. A notre sens, elles ont aussi démontré la nécessité d'interventions propres, y compris dans des conflits plus larges, afin d'approfondir et d'étendre la remise en cause de l'existant et dans la perspective d'ouvrir de réelles possibilités de bouleversement profond.

Etat de guerre et état d'urgence

Il y a déjà plusieurs années que l'État français a littéralement déclaré le territoire sous sa coupe « en guerre », non seulement à l'extérieur avec une multiplication d'interventions militaires dans différents pays, mais aussi contre les dits « ennemis intérieurs ». Dès 2014, le gouvernement socialiste alors au pouvoir a lancé une réforme de la législation antiterroriste, allant évidemment dans le sens d'un durcissement et permettant notamment d'étendre le concept aux dits « loups solitaires » (c'est-à-dire des individus agissant seul-e-s), ainsi qu'au délit d'apologie. Plus largement, une déferlante de lois sur la sécurité intérieure (6 en 3 ans, dont celle sur le Renseignement) va encore étendre l'arsenal policier et judiciaire, les attributions des milices privées des transports, les moyens de surveillance et toutes sortes de fichiers.

En janvier 2015, suite aux attaques islamistes contre le journal Charlie Hebdo et le supermarché Hypercasher à Paris la propagande d'État, le quadrillage toujours plus oppressant du territoire par les flics et les militaires, particulièrement dans la région parisienne, ont donné la sensation d'une chape de plomb s'abattant sur les corps et les esprits. L'énorme manifestation organisée par le Pouvoir après ces attaques pour rassembler le troupeau citoyen derrière les sacro-saintes valeurs républicaines, le drapeau national et les représentants de l'ordre a eu de quoi donner la nausée et bien du souci aux partisanne-s de la liberté. A l'époque, du matériel anarchiste a été diffusé, appelant à *rompre les rang*s dans lesquels les Etats, tant religieux que démocratiques et les soldats, de Dieu comme de la Patrie, veulent nous enrôler et, contre la logique militaire et le règne de la peur, à poursuivre le combat pour la liberté.

C'est en novembre 2015, après les attentats djihadistes provoquant un bain de sang dans plusieurs rues et une salle de concert à Paris, qu'a été décrété l'état d'urgence. Cette mesure, en théorie « exceptionnelle » (en réalité, il a depuis été renouvelé 6 fois et se prolongera jusqu'à ce que le gouvernement récemment élu en inclue les principales mesures dans le droit commun), donne carte blanche aux chiens de garde de l'État pour effectuer perquisitions (24/24h et y compris extrajudiciaires), fouilles et contrôles systématiques etc. Et les opérations de police se sont effectivement intensifiées avec une hausse en flèche d'arrestations (d'ailleurs pour bien

d'autres motifs que ceux strictement antiterroristes), de condamnations et d'assignations à résidence administratives (sur simple soupçon et sans qu'il y besoin de l'autorisation d'un juge).

Guerre sociale

Cependant, il est important de souligner que tout cela n'a pas mis un terme à la conflictualité sociale, celle-ci pouvant prendre diverses formes et intensités.

Les forces de l'ordre ont continué à se faire attaquer de diverses manières et pour différentes raisons, notamment dans des quartiers (note 1) où elles sont omniprésentes et les hostilités diffuses contre des aspects ou projets de la domination se sont poursuivies dans certains endroits. La dite « guerre au terrorisme » contribuant encore à dégrader les conditions de survie, misérables à tous les points de vue, d'une grande partie de la population, le ras-le-bol a continué à s'accumuler.

Un exemple significatif de la détermination à ne pas se plier aux injonctions de l'État et de tous ses relais (tels que les médias, syndicats, politiciens de tout poil …) a été la tenue, quelques jours après les attentats du 13 novembre, d'une manifestation, malgré son interdiction et son annulation par les organisateurs officiels. Forçant les lignes de flics, des centaines de personnes ont parcouru une des grandes artères parisiennes et exprimé en acte aussi bien le rejet de l'état d'urgence que celui des frontières et des ignobles conditions faites aux migrant-e-s.

Cette manifestation, comme d'autres tentatives de débordement au cours de mobilisations qui ont suivi, par exemple contre le sommet de la COP21 à Paris, ont démontré une fois de plus que la meilleure réponse à toute forme de répression n'est pas l'indignation citoyenne, mais consiste à continuer à se battre sans médiation.

Ainsi, lorsque l'État a tenté d'utiliser son nouvel arsenal administratif pour appliquer assignations à résidence et interdictions de manifester à des personnes jugées dangereuses pour l'ordre public, plutôt que de tirer la sirène démocratique et médiatique de la « liberté d'expression » de nombreux compagnons et compagnonnes ont tout simplement fait le choix de braver ces interdictions en utilisant les marges à leur disposition.

C'est dans ce climat qu'en mars 2016 ont commencé les mobilisations contre la dite « loi travail », réforme destinée à modifier profondément le code du travail en faveur des patrons, avec des conditions d'exploitation et de licenciements toujours plus flexibles. Comme à leur habitude, les syndicats ont emprunté la voie de la négociation, certains tentant un rapport de force sur le retrait de la loi, afin de préserver leur position de cogestionnaires et une façade contestataire toujours plus mise à mal. Diverses forces politiques se sont également saisies de l'occasion pour se positionner plus à gauche sur l'échiquier pré-électoral. Mais plutôt que de rentrer dans le détail des éternelles basses manœuvres de récupération visant à perpétuer l'état des choses tout en tirant profit, il nous importe bien davantage de revenir sur la rage qu'a déclenché cette goutte faisant déborder le vase et sur la révolte qui s'est exprimée 4 mois durant, dépassant largement le cadre de la « loi travail ».

Il faut tout de même préciser qu'à Paris - c'est là que nous étions- comme dans la plupart des villes, les désordres ont généralement accompagné le calendrier syndical de mobilisations (note 2) ce qui n'a pas été sans conséquences, notamment lorsque les « journées d'action » décidées par les centrales syndicales ont commencé à s'espacer (conformément à leur stratégie de contrôle et d'essoufflement). Tout le temps où ces journées se sont succédé à un rythme assez soutenu, plusieurs manifestations avaient souvent lieu le même jour à Paris. Dans celles appelées par les syndicats, leurs services d'ordre avaient bien entendu pour consigne d'éviter tous les débordements et travaillaient en étroite collaboration avec les flics. Une quantité industrielle d'effectifs policiers était d'ailleurs destinée à encadrer strictement l'ensemble de la manif, voire à en nasser les parties plus combatives pour les empêcher de nuire. Ces énormes dispositifs de gestion de foule, relativement nouveaux à Paris, visant à neutraliser toutes possibilités d'attaques mobiles, beaucoup d'énergie a été employée à constituer des parties de cortège autonomes offensives, assurant leur autodéfense et affrontant tout au long du parcours des lignes de robocops suréquipés. Ces derniers n'hésitant pas à faire un usage intensif de gaz et d'armes telles que les flashballs et les grenades de désencerclement, il y a eu encore beaucoup de dégâts côté manifestant-e-s (note 3). Malgré le réflexe conditionné qui consiste souvent à se focaliser sur l'uniforme en oubliant que c'est avant tout un obstacle sur le chemin de la destruction et malgré la stratégie politique de certains, cherchant à faire de la haine contre les flics (à juste titre fort partagée) le dénominateur commun pour rassembler les masses, de nombreus-e-s participant-e-s ne se sont pas contenté-e-s des heurts frontaux parfois spectaculaires et ritualisés, impliquant des possibilités fort réduites. De petits groupes ont utilisé les marges et les espaces dégagés pour attaquer à partir des cortèges autonomes ce qui participe à la routine de la domination et de l'exploitation. Par effet de contagion, les groupes se sont multipliés et au fur et à mesure des manifestations, des dizaines de vitrines de banques, de pôle-emploi, d'agences d'intérim, immobilières, d'assurances, de magasins et de matériel urbain, etc. sont tombées, tandis que des tags toujours plus imaginatifs illustraient la nécessité et la joie de détruire ce qui nous détruit.

Surtout, en dehors de ces manifestations massives, reposant sur la concentration à la fois d'une foule (avec les tentatives de prise de contrôle et les logiques populistes que cela peut engendrer) et des forces de police,

des manifestations sauvages ont été impulsées, souvent de nuit (note 4). Celles-ci sont à notre avis beaucoup plus intéressantes et riches en possibilités en ce qu'elles permettent de déterminer bien davantage leur propre parcours (tels ou tels quartier, tels ou tel objectifs) et leur propre rythme, l'éloignement, même relatif, des flics donnant de l'air aux initiatives individuelles, à l'appropriation et au partage de certaines pratiques destructives. Au cours de certaines de ces déambulations, des magasins ont été pillés, des commissariats attaqués et des bâtiments publics saccagés (note 5). Ajoutons à cela le potentiel de perturbation et de désorganisation de l'ordre que peuvent avoir de telles initiatives et le chaos que pourrait provoquer leur foisonnement. Dans ce sens, les formes que peut prendre la révolte ne sont pas uniquement circonstancielles, influencées par les conditions matérielles auxquelles elle s'affronte, mais sont aussi liées à des perspectives, en l'occurrence anti-autoritaires, avec les choix qui en découlent, comme par exemple celui d'un terrain propice à la propagation et de l'éclatement en plus petits groupes plus mobiles.

Une autre proposition a consisté à appeler à la multiplication des sabotages contre les flux de l'économie en vue d'enrayer le fonctionnement quotidien de la machine à exploiter. Mais, malgré quelques actions de blocage démontrant qu'un peu d'imagination, de détermination et des moyens rudimentaires peuvent suffire pour mettre des grains de sable dans l'engrenage, la routine de la domination n'a pas été durablement perturbée et en général l'illusion quantitative n'a pas été dépassée. Le fait que l'essentiel des activités se concentre sur un agenda et des terrains définis par d'autres a constitué une autre limite de poids. L'État resserrant encore plus l'étau autour des possibilités de manifester, l'été arrivant avec les inévitables vacances, la loi passée le soufflet n'a pas tardé à retomber.

Il est néanmoins indéniable que l'ensemble de l'agitation de ces 4 mois autour de tant de questions ayant bien plus à voir avec la guerre sociale qu'avec la « guerre contre le terrorisme » a considérablement modifié le climat social. Un des exemples fréquemment cité pour illustrer ce changement de paradigme est la haine de la police qui s'est exprimée de multiples manières, rompant avec le pseudo consensus mis en scène autour du rôle de protection des forces de l'ordre suite aux attentats. Au-delà de cela, la critique en mots et en actes de la loi, du travail et du monde qui a besoin des deux, de même que la démonstration pratique que l'oppression ne s'incarne pas seulement dans des dirigeants (d'ailleurs pas toujours aussi lointains qu'on l'imagine), mais aussi dans tout un ensemble de structures qui peuvent être attaquées partout, ont certainement laissé des traces.

Au cours des mois suivants, d'énièmes assassinats policiers (note 6) sont venus rappeler s'il était besoin que les flics sont aussi prêts à faire régner la terreur, en particulier dans les quartiers pauvres. Des émeutes y ont parfois répondu, mais restant souvent circonscrites dans le temps et l'espace, même lorsqu'elles étaient accompagnées de tirs contre les uniformes. En revanche, début février 2017, la nouvelle du viol d'un jeune avec une matraque lors d'un contrôle policier en plein jour et en pleine rue a dépassé la ville de périphérie parisienne où cela s'est passé pour se répandre comme une trainée de poudre. Cette fois la rage s'est propagée, non seulement à un grand nombre de villes de banlieue où les flics ont été attaqués parfois méthodiquement et par le feu, ainsi que leurs bagnoles et des commissariats, mais aussi à la capitale et à d'autres villes. Des lycées ont été bloqués avec des barricades, des manifs émeutières ont eu lieu avec des bâtiments institutionnels attaqués, des véhicules incendiés (notamment des médias identifiés à juste titre comme des ennemis), des magasins pillés etc. (note 7). La révolte va s'étendre durant près d'un mois et des communiqués d'attaques nocturnes vont se solidariser avec, en la reliant parfois à d'autres histoires, comme par exemple celle d'un compagnon en prison pour des dommages lors de la manif sauvage du 14 avril 2016 ou la récente incarcération (le 7 février 2017) d'un autre, accusé d'avoir participé à l'incendie d'une voiture de flics en mai 2016 (note 8).

Plus généralement, face à un discours démocrate et gauchiste fort répandu, faisant une étrange différence entre la Justice et la Police, et face aux revendications réclamant à l'une de punir les « abus » de l'autre, il est apparu indispensable de développer une critique radicale de l'appareil judiciaire en tant que tel, ainsi que du concept même de « justice ». Par différents biais - dont de nombreux textes et des activités plus ou moins publiques - a donc été pointée la nécessité d'attaquer ce pilier de l'autorité en tant que tel (tout comme l'institution pénitentiaire et ses diverses tentacules), toujours en vue d'en finir définitivement avec l'État. La vengeance et la révolte ont été réaffirmées contre tout dialogue avec les institutions et contre l'illusion de l'amélioration de l'existant.

Tout au long de cette année, comme à d'autres périodes d'élections présidentielles et législatives (2007 et 2012 par exemple), les hostilités contre les partis, leurs représentants et leurs locaux ont gagné en intensité : des candidat-e-s ont été malmené-e-s, des meetings perturbés et des dizaines de permanences vandalisées de différentes manières. Les raisons de ces attaques sont certainement diverses mais il est significatif qu'elles aient touché l'ensemble du spectre politique, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, le Parti Socialiste alors encore au gouvernement en prenant particulièrement pour son grade.

Quelques manifestations offensives, dans l'entre-deux-tours et après les résultats de la présidentielle, ont à la fois marqué le rejet du cirque et du chantage électoral, par exemple avec le slogan « Ni Le Pen ni Macron, ni Patrie ni Patron », et surtout la volonté de continuer à en découdre, quel que soit le pouvoir en place.

A la propagande électorale a aussi répondu la large diffusion d'affiches, de tracts, d'articles dans des journaux d'agitation anarchistes qui, allant bien au-delà des classiques appels à l'abstention - dont il était clair qu'elle serait massive - prolongeaient le fil de l'attaque et posaient la perspective antiautoritaire, insurrectionnelle et révolutionnaire comme unique manière de se débarrasser *une fois pour toutes* de la politique.

Nous n'avons évidemment que survolé l'effervescence sociale en France, nous aurions aussi pu parler des confrontations en lien avec les frontières comme à Calais, des mutineries dans différentes prisons et de beaucoup d'autres choses encore. Il n'est sans doute pas non plus inutile de rappeler une fois de plus que la conflictualité sociale ne se limite pas à des moments particuliers comme ceux que nous avons cités. Des luttes contre des nuisances et certains projets n'ont pas cessé d'exister (celles à Notre-Dame-des-Landes et à Bure sont peut-être les plus connues, mais ne sont pas les seules). Et un grand nombre d'attaques diffuses, pas nécessairement accompagnées de communiqués, contre des objectifs divers et variés mettent en évidence que beaucoup ne s'accommodent pas totalement de la normalité imposée.

La lecture des journaux ou de certains sites de contre-information en France donne une petite idée de la guerre sociale en cours. Cependant, aiguiser notre perception et nos analyses de la conflictualité va bien au-delà de la vision nécessairement déformée qu'en donnent les médias et ne se suffit pas non plus en soi. Cela peut surtout fournir des indications supplémentaires dont il revient à chacun-e de décider qu'en faire pour penser sa propre intervention et développer son agir, sans jamais renoncer à ses idées, sûrement pas pour suivre quelques protagonistes fantasmés en « sujets révolutionnaires », mais éventuellement pour apporter des contributions spécifiques. Alors s'ouvre toute une palette de questions et d'expérimentations possibles quant aux luttes autonomes à mener, aux mille et une manières de favoriser l'extension de la révolte, d'approfondir des contenus subversifs et les angles d'attaque qui paraissent importants, quant aux propositions pratiques à diffuser, aux obstacles à balayer, aux complicités à découvrir, aux articulations et aux échos possibles, loin de l'attentisme, de tout populisme, de toute volonté centralisatrice et du rapport spectaculaire et avec la conviction que seules des ruptures radicales avec le cours normal de la domination peuvent ouvrir de réels possibles de libération totale.

Autant d'expérimentations passionnantes qui ne connaissent pas de frontières et dont nous espérons qu'elles continueront à s'enrichir aux quatre coins de la planète.

Des internationalistes

Notes :

1. A noter aussi l'importance des sabotages, dans certains endroits systématique, de caméras installées par les autorités.

2. Ce qui n'a cependant pas empêché que ceux-ci soient à différentes reprises la cible d'attaques, notamment à travers leurs locaux. Par exemple, le 23 juin une partie de la façade du siège de la CFDT à Paris a été détruite et dans la nuit du 24 au 25 juin, c'était au tour du siège de la CGT, à Montreuil.

3. En octobre 2014, une grenade offensive tirée par un gendarme avait déjà tué un manifestant, Rémi Fraisse, au cours de la lutte contre la construction d'un barrage à Sivens. Suite à cela, ce type particulier de grenades a été interdit, mais les mutilations par armes « non létales » se comptent par centaines.

4. Il ne nous ne intéresse pas de détailler ici le mouvement « Nuit debout », essentiellement citoyen et gauchiste et comparable à celui des « Indignados » en ce qu'il a aidé une nouvelle classe de politiciens à surfer sur la vague du mécontentement. Un autre point commun a été l'occupation de places, celle à Paris durant plus de deux mois, en gros de fin mars à début juin. On peut regretter que ce rassemblement hétéroclite ait constitué un point de fixation des énergies au détriment d'espaces d'approfondissement et de coordination autonomes. Cependant, le refus de nombreuses personnes de s'engluer dans l'impuissance des mécanismes de délégation et de représentation d'assemblées aux allures parlementaires en ont aussi fait un point de départ de manifs sauvages. Cette détermination, ainsi que la localisation sur une place assez centrale (place de la République) offrant une multiplicité d'axes dans toutes les directions a permis en plusieurs occasions de faire sauter le verrouillage policier pour porter plus loin les hostilités.

5. Comme par exemple le 25 février, lorsqu'en réponse à une intervention musclée des flics contre des lycéens à Paris, des centaines de révolté-e-s en manif sont parti-e-s en journée à l'assaut de deux commissariats et ont exprimé leur rage dans les quartiers alentours, pillant deux supermarchés au passage. Ou encore, comme le 14 avril où une déambulation nocturne saccageuse partie de la place de la République a, entre autres réjouissances, détruit les vitres des Douanes et de la Chambre du Commerce et de l'Industrie, pillé un supermarché, puis ravagé un concessionnaire Jaguar et certains des véhicules à l'intérieur.

6. « énièmes » assassinats policiers, car la liste déjà fournie ne cesse de s'allonger. A titre d'exemples, fin mars 2017, un homme de 56 ans d'origine chinoise a été abattu chez lui à Paris, lors de l'intervention de flics appelés pour « tapage » et le 20 mai dernier, les gendarmes ont fait usage de leur permis de tuer contre un agriculteur insoumis en Saône-et-Loire. Tout cela sans compter les morts lors de courses-poursuite ni les comas et blessures graves suite à des contrôles de routine.

7. Le 12 février, lors d'un rassemblement devant le tri-

bunal de Bobigny, l'incendie d'un camion-régie de RTL a fait effet de signal de départ pour une émeute particulièrement ravageuse durant des heures. Par ailleurs, les attaques contre les « journaflics » -y compris « alternatifs »- se sont multipliées en manifs, des textes anarchistes venant aussi critiquer le rôle néfaste de la prise d'images en tant que telle (avec la plaie des téléphones portables), à la fois comme outil de délation et pour le rapport de spectateur qu'elle induit.

8. Le 18 mai 2016, les flics organisent un rassemblement pour protester « contre la haine de la police » place de la République à Paris. En réponse, une manifestation sauvage part non loin de là. Croisant une voiture de patrouille sur son chemin, cette dernière est neutralisée puis incendiée, les deux uniformes à bord s'étant déjà extraits. Suite à cela, une dizaines de personnes sont arrêtées à des moments différents. Certaines sont placées en prison préventive, d'autres sous contrôle judiciaire, accusé-e-s d'avoir participé à l'action et dans un premier temps de « tentative d'homicide ». L'instruction venant juste d'être clôturée, cette charge a été abandonnée, mais 9 personnes devraient passer en procès du 19 au 22 septembre prochains, entre autres pour « violences » et « destruction d'un véhicule de police », accusations pour lesquelles elles risquent de lourdes peines. L'une de ces personnes est recherchée (sous mandat d'arrêt international) et 3 sont encore en prison préventive, dont deux depuis plus d'un an, auxquelles Kalimero (caisse de solidarité avec les prisonnier-e-s de la guerre sociale» existant depuis 2007) envoie des mandats tous les mois. La solidarité sur des bases anarchistes et anti-autoritaires avec l'acte lui-même s'est aussi exprimée au travers de nombreuses activités publiques et d'attaques nocturnes contre des objectifs divers.



Mise en pratique

Mai 2017 - Montréal

« J'aimerais que la police ait peur d'être attaquée quand elle patrouille dans Hochelag ; que les petits commerces bourgeois hésitent avant de s'installer ici, parce que leurs primes d'assurances vont être super chères ; que les gens pensent au fait que s'ils parquent leur char de luxe dans le quartier pour la nuit, il risque de se faire trasher ; que dès qu'un graf ou une affiche est enlevée, elle soit aussitôt remplacée. »
- une anarchiste impliquée dans certaines actions contre la gentrification

L'intervention des anarchistes a gagné en force à Montréal dans la lutte contre la gentrification dans les dernières années. Celle qui n'était au début que quelques cas de vandalisme a vu sa fréquence multipliée dans les quartiers d'Hochelaga et de St-Henri, au point où la police a dorénavant une escouade dédiée à la répression du vandalisme contre la gentrification (qui n'a eu aucun succès jusqu'à présent). Suivant de près les attaques contre les restaurants yuppies plus tôt cet été, plusieurs voitures de luxe ont été incendiées au mois de juillet à St-Henri.

Mise en pratique a été écrit en partie comme une réponse au texte critique *Mise en Commun*, et en partie comme une réflexion et une proposition de perspective insurrectionnelle dans la lutte contre la gentrification. Pour la publication présente, nous avons raccourci le texte pour offrir une plus grande place à la seconde partie. Si vous voulez lire le texte en entier, ou les communiqués et la contre-information reliés à cette lutte, vous pouvez les trouver sur mtlcounter-info.org.

***

Nous désirons répondre par nos idées au texte Mise en Commun qui a circulé récemment. Ce dernier critiquait les projets et perspectives insurrectionnelles à Montréal en général. [...] Mise en Commun se réfère et fait réponse à quelques douzaines d'actions, d'attaques et de petites manifestations qui furent organisées dans les quartiers Hochelaga et St-Henri par des anarchistes l'an dernier (la multiplication de ce type d'initiatives persiste depuis maintenant plusieurs années).

Ces actions auxquelles nous ferons référence impliquent surtout la destruction de devantures et de marchandises de commerces ou des dispositifs qui contribuent à l'embourgeoisement : des commerces yuppies, la police, des bureaux de promoteurs immobiliers, des voitures de luxe et des caméras de surveillance. La plupart de ces actions ont été revendiquées par des communiqués publiés sur le net ou imprimés et distribués en tracts (parfois éparpillés au le sol sur les lieux de l'action) offrant une explication de comment elle a été perpétrée et la situant dans son contexte particulier. Des actions revendiquées, il y en a depuis longtemps, mais il y eut un sommet de leur fréquence en 2016.

Nous observerons les contextes dans lesquels ces actions prirent place au cœur de quartiers sous tension face à l'embourgeoisement, qu'est-ce que cela signifie pour des anarchistes ayant l'intention d'intervenir et à quoi croyons-nous que cela ait contribué. À travers ces fondements, nous inciterons les questions de la communication et de l'intelligibilité, des mouvements de masses, de l'intervention anarchiste, de la stratégie, de l'isolement, de la spécialisation et de la répression. Nous offrirons ensuite quelques propositions quant à une lutte multidimensionnelle et combative contre l'embourgeoisement, et sur d'autres luttes que la nébuleuse anarchiste montréalaise pourrait poursuivre.

Intelligible pour qui ?

« Pour avoir une résonance, nos actions doivent être communicables, elles doivent faire du sens pour autrui, elles doivent être intelligibles. »
– Mise en Commun

Nous sommes clairement en accord avec une part de ce commentaire. En agissant, l'une des premières considérations qui nous vient en tête est de savoir comment nos actions seront comprises autant par les compagnons que par quiconque en prenant connaissance. Nous voulons néanmoins être explicites quant à ceuzes envers qui nous souhaitons être intelligibles. Nous voulons d'abord communiquer avec de potentiels complices. Des gens pour qui voir ou entendre parler d'une action fait résonner en elles et eux le besoin de

saper ce qui rend leurs vies misérables, des gens qui veulent se battre. Nous ne cherchons pas à être intelligibles pour l'autorité. Nous ne parlons pas leur langage et ne le voulons pas - nous ne recherchons pas à nous adapter à leurs paradigmes dans le but d'entrer en dialogue. Nous voulons les détruire.

Même lorsque les actions parlent d'elles-mêmes (certaines plus clairement que d'autres et c'est bien ainsi), on ne peut jamais compter sur les médias de Gauche ni sur les médias de masse pour diffuser nos idées – le but de ces médias n'est pas de communiquer des idées, mais de solidifier leurs propres visions dominantes du monde en incorporant nos idées et nos actions dans leurs narratifs. Il nous est nécessaire d'utiliser nos propres canaux de communication afin d'être sans équivoque sur ce que nous faisons, ce que nous voulons et pour ne pas être censuré.es.

Accompagner une action d'un communiqué peut aider à faire comprendre les intentions de l'auteur, à démystifier les moyens par lesquels l'action a été produite et à la lier à une lutte plus large ou à des objectifs stratégiques. Les communiqués de la plupart des actions auxquelles nous nous référons ont été publiés en ligne sur Montréal Contre-information, un projet local de communication autonome pour nos luttes anarchistes à Montréal. Évidemment, cette page web a souvent pour limite de n'être qu'utilisée et lue que par d'autres anarchistes. Semblant vouloir dépasser cette limite, ce projet produit des versions imprimables des communiqués pouvant ensuite être affichées dans la rue et diffusées sur des tables de distros, partagés entre nos maisons, dans la tentative d'ouvrir des canaux de communication avec des gens qui ne font pas usage de cet outil limité qu'est l'internet.

Le langage de la guerre et du spectacle

Mise en Commun critique les auteur.es d'un communiqué anonyme pour avoir « parlé d'un acte de guerre en revendiquant le vandalisme de cinq commerces… », les accusant de fétichiser certaines terminologies, d'être prétentieux.ses et d'accepter la mise en scène leur propre puissance. En général, lorsque l'on parle de guerre (du moins, d'une guerre dans laquelle nous pouvons être impliqué.es), on réfère habituellement à la guerre sociale ; c'est-à-dire à l'expansion du conflit dans tous les aspects de la vie, de la même façon que le font la domination et le capital en débordant le lieu de travail. Ce conflit social est inévitablement ouvert, chaotique et il comporte des possibilités d'accentuation exponentielle de complicités. Cette guerre est sous-jacente. C'est une réalité que l'on tente d'exposer à travers nos actions et par la propagande, bien que notre implication dans cette guerre n'en constitue qu'une fraction. Ceuzes qui ont agi ont aussi expliqué leur 'acte de guerre' par ces mots : *« Nous ne laisserons pas ces boutiques s'installer en paix. Cette paix de façade n'est autre que l'invisibilisation de la guerre en cours contre les pauvres et les marginaux.ales. »* Néanmoins, soyons conscients que 'la guerre' est aussi le langage dont l'État fait usage pour décrire le conflit. Les guerres incluent souvent des trêves et sont pensées dans des logiques standardisées alors que celle que nous menons est permanente et en dehors d'une conception militariste de la lutte. […]

Nous tenons également à complexifier ce que *Mise en Commun* avait réduit comme étant *« la mise en scène de notre puissance »*. Précisons que les conditions socio-culturelles locales actuelles, influencées par une éthique puritaine (dans les milieux anglophones), nous apprennent la modestie lorsque nos paroles nous viennent du cœur. Dans la société conventionnelle, il est permis à une certaine jeunesse de se penser au centre de l'univers jusqu'à ce que la réalité économique difficile et les rôles sociaux les obligent à s'y soumettre. Dans ce contexte, les gens préfèrent abandonner la gloire aux célébrités et à la lutte internationale, pour ensuite les fétichiser tel des objets. Ayant cela en tête, nous rejetons la pratique de la modestie et nous préférons contribuer en luttant activement contre ce qui nous détruit. Lorsque nous parlons fièrement avec le cœur, avec respect pour les actes dans lesquels nous avons projeté nos passions, nous ne pouvons qu'espérer normaliser l'amour de soi-même et de nos passions comme actes subversifs. Trouver des moyens d'interagir avec nos propres désirs sans intermédiaire est une démarche qui permet de retirer de l'importance au pouvoir du spectacle plutôt que de le renforcer. CrimethInc. est souvent critiqué ou ridiculisé pour valoriser ces qualités dans leur écriture, mais ils ont peut être compris quelque chose. La fierté est une limite lorsqu'elle devient un obstacle à l'auto-critique et à l'apprentissage, ou dans nos relations interpersonnelles. C'est plutôt là où nous préférons adresser cette problématique.

Les mouvements de masse et l'anarchisme populaire à Montréal

« … ça suffit d'être à l'arrache du contexte, à attendre une grève étudiante ou la construction d'un pipeline… Le contexte qui nous favorise, l'arène où l'on se bat, le territoire que l'on habite, c'est à nous de les créer. »
-Mise en Commun

Non seulement nous sommes complètement en accord avec cette affirmation mais cette idée influence tous nos projets. Le temps d'agir pour la liberté est maintenant.

Mise en Commun poursuit en prononçant que *« Ce n'est pas dans les mouvements sociaux qu'on la cherche [la puissance], mais bien dans les moments insurrectionnels »*. C'est là où nous divergeons. Nous ne voulons pas remplacer le Grand Soir avec un éventuel moment insurrectionnel anticipé à l'horizon, remettant la lutte à plus tard une fois de plus. Même pour celleux qui croient que la puissance collective réside dans les futurs moments insurrectionnels, il reste significatif d'agir en dehors de ces moments dans l'objectif de s'y préparer, des fomenter ses bases. En donnant corps à notre praxis dans le présent, notre capacité d'intervenir dans de futures occasions (souvent inattendues) reste vive.

Mise en Commun se contredit entièrement en mentionnant seulement la grève étudiante de 2012 comme exemple concret d'un moment insurrectionnel. Avril et Mai 2012 est considéré comme un moment insurrectionnel « non pas seulement dans le sens que ça pétait tous les soirs, mais au sens où nos relations étaient définies en fonction de, par et pour la grève. »

Nous ne sommes pas d'avis que la grève étudiante de 2012 était un moment insurrectionnel. Nous définissons un moment insurrectionnel comme la création violente d'un espace-temps faisant rupture avec les rôles sociaux et la norme. Si la situation est presque devenue incontrôlable par moments, ce n'est pas parce que la grève étudiante définissait nos relations. C'en est plutôt l'opposé ; c'est parce que la lutte a débordé au-delà des cadres d'une grève orientée par des revendications et une forte identité étudiante après que les lois répressives aient été appliquées. Même si nos capacités collectives de nous battre dans la rue s'accrurent avec créativité à différents moments, il y eut un manque au niveau de la diffusion d'idées incontrôlables et dans la subversion des rôles socialement assignés. Toutes ces vitres brisées et ces flics blessés ont été redéfinis avec succès en tant que militantisme réformiste. Le momentum a été récupéré par les politiques électorales sans le moindre ébranlement. Lorsque l'on réfléchit à nos interventions durant ces mois de grève, notre principale auto-critique est que nous n'avons pas mis assez d'énergie à engager la lutte au niveau des idées anarchistes pour leur donner de la pertinence dans la situation.

Il serait abruti de dire qu'aucune puissance libératrice ne fut ressentie durant ces moments. Mais il serait dramatique de ne pas admettre que nous avons trahi.es nos complices potentiels et nous sommes trahis nous-mêmes en mettant nos perspectives radicales de côté afin de répondre à un sentiment d'urgence. Durant le mouvement de 2012, il était inconfortablement clair à quel point les visages des soi-disant masses étaient blancs dans une ville très multi-culturelle, dans une lutte se fondant sur un discours de classe, alors que des libéraux gauchistes klaxonnaient dans leur Mercedes pour appuyer celleux désobéissant aux lois répressives dans les rues. Les politicien.nes du privilège pourraient analyser une telle réalité et refaire les mêmes erreurs encore une fois; en affirmant que nous devons mettre nos désirs de côté pour privilégier des revendications qui ne feraient que renforcer le contrat social libéral (avec ses droits, ses privilèges et son impuissance), l'amenant au-delà des standards du cadre de la suprématie blanche. Si nous nous prenons au sérieux en tant qu'anarchistes et que nous parlons d'une *'culture de lutte'* à partir de notre perspective et non de celle de politicien.nes, tenons des positions ayant moins de compromis.

Dans certains moments, des actions menées et revendiquées par les anarchistes ont aliéné et rendu impossible la collaboration avec la Gauche. Dans un certain sens, cela est désirable. Nous croyons que la construction d'une culture révolutionnaire de lutte nécessite, non pas de nous aliéner chaque gauchiste en ville, mais plutôt de saboter l'emprise de la Gauche sur les luttes. La Gauche est l'un des principaux moyens par lequel plusieurs luttes incontrôlables antérieures ont été récupérées, en canalisant leur énergie dans une médiation avec les autorités et en dissimulant le conflit sous couvert de réconciliation. Les anarchistes devraient considérer la Gauche en tant que barrière aux perspectives et aux pratiques de libération. Une certaine forme d'anarchisme aux penchants populistes hérité de la Gauche (dans le cas de Montréal, des organisations militantes étudiantes) est selon nous l'un des plus grands obstacles aux projets anarchistes montréalais.

Il nous semble que ces anarchistes prennent la voie plus 'populaire' parce qu'illes veulent que leurs projets soient socialement légitimes 'pour le public, pour les gens, pour les non-anarchistes, etc.' On apprend aux individus dans la société à se sentir valides à travers la reconnaissance de quelque chose qu'illes admirent, qu'illes perçoivent plus puissant qu'euxlles-mêmes. Tout le monde est sensible à cela et c'est en partie pourquoi l'autorité existe toujours. Ce n'est pas seulement la faute du maître. Tout le monde joue un rôle dans la hiérarchie. Plutôt que d'essayer de détruire les racines de la domination à la base, le populisme et la Gauche exploitent et utilise cette faiblesse humaine dans le but de créer un mouvement. Il en résulte la reproduction de relations sociales dans lesquelles une personne agit principalement par peur d'exclusion si elle ne suit pas la vague. C'est aussi une façon par laquelle la répression fonctionne. Chaque individu a peur d'être arrêté car cela signifierait d'être humilié publiquement ou isolé en prison. Avec ce piège qui nous limite, la pacification gagnera toujours.

Les compagnon.es qui s'inscrivent dans la logique de la légitimité normative accusent souvent celleux qui font des attaques directes de rendre leur projet impossible en ne se souciant point de cette légitimité du 'peuple'. Les attaques ne sont pas valorisées en tant que contributions en vue de la construction d'un contexte. Cela propage l'idée que certains actes ' dangereux ' posés au mauvais moment peut détruire la croissance du mouvement. Cela a été vrai à Athènes, en Grèce, suite à l'incendie de Marfin Bank (où des employés sont morts dans un feu allumé par des anarchistes), mais à Montréal, il semble que le critère pour 'dangereux' consiste dans le fait de sortir des diktats de la légitimité normative, ce que nous considérons comme faisant partie intégralement de notre projet.

Rechercher une légitimité normative ne peut, à long-terme, qu'invisibiliser le conflit. Par contre, si nous pouvions répandre socialement des narratifs de légitimité liés à nos pratiques de façon à rompre avec les valeurs normatives, nous développerions de grandes capacités subversive. C'est le cas par exemple lorsque beaucoup de gens pensent qu'il est légitime d'attaquer la police ou d'occuper des bâtiments mais que ce ne l'est pas pour les flics de nous tirer dessus ou pour nos proprios de nous évincer. Il y a plus de possibilités quand il y a un appui social de nos actions et lorsque plus de gens rompent avec leurs rôles, participent à des luttes ou à différentes formes de pratiques illégales. Cela entre certainement en conflit avec la légitimité normative. Nous pouvons voir un exemple évident de comment ces logiques sont irréconciliables quand nous observons comment la 'violence' dans les paradigmes normatifs est utilisée pour désigner quoi que ce soit ayant possiblement un horizon révolutionnaire. Il est tout aussi important que des compagnons mettent de l'énergie à argumenter en faveur de la légitimité de notre praxis autant que ce l'est d'expérimenter dans la praxis; pas avec les médias ou avec les politiciens, mais de façon horizontale, dans la rue, avec les voisin.es et en détruisant la légitimité des pratiques de l'État.

Malgré qu'il soit important de trouver des moyens d'interagir directement avec celleux à l'extérieur de nos mi-

lieux jeunes et souvent imprégnés de sous-cultures, on devrait éviter de focaliser sur l'organisation des autres en mouvement de masse pour nourrir notre sentiment de légitimité et plutôt nous organiser nous-mêmes en étant clair.es sur qui on est et ce que nous voulons quand on interagit avec les autres. La politique (et les discours manipulateurs basés sur l'omission qu'elle requiert) devrait être évitée lorsque l'on construit des fondements anti-autoritaires.

Nous croyons qu'une critique de la Gauche et du populisme peut amener d'intéressantes réflexions aux initiatives anarchistes sociales, comme Chlag.info, ayant organisé une assemblée contre la gentrification dans Hochelaga. [...] Certains éléments hérités du modèle raté d'organisation que des anarchistes ont essayé d'appliquer pour mobiliser les masses d'étudiants dans une grève contre l'austérité semblent avoir été transférés vers une mobilisation de masse contre la gentrification dans les quartiers, dans l'objectif qu'un jour, des actions directes puissent s'inscrire dans un contexte de mouvement social. Ce modèle d'organisation fonctionne grâce à la politique : une logique de recrutement, remettre la lutte à plus tard et la création d'une campagne de mobilisation basée sur le plus petit dénominateur commun comme point d'unité. Que ça soit "Fuck l'austérité" ou "Fuck la gentrification", les idées et les différences sont réduites à un programme politique conçu pour faire appel aux "masses". Lorsque la lutte contre la gentrification (ou n'importe quelle lutte spécifique) offre l'opportunité de lier cette lutte à des perspectives anarchistes qui remettent tout en question, cette approche politique choisit plutôt de ne faire aucun de ces liens et de ne pas récuser les discours normatifs et respectables de la Gauche contre la gentrification.

Ce discours populiste a tendance à penser que de lier cette lutte à une analyse contre tous les gouvernements, la police, la colonisation et le contrôle sociale, etc., aliénera beaucoup de gens de cette éventuelle masse sociale et les détournera de la base de supporters nécessaire à une lutte fondée sur le 'plus-petit-dénominateur-commun'. Lorsqu'on aborde la lutte avec un tel raisonnement, elle sera fort probablement limitée à des arguments progressistes [...] Même si celleux qui mobilisent ont sans doute raison de dire que leur approche attirera plus de gens à leur 'cause', ils préparent déjà le terrain à la récupération en n'étendant pas leurs arguments vers des critiques anarchistes. Ils sacrifient la qualité pour la quantité. [...]

La question à savoir le degré auquel des actions comme une assemblée générale populaire ou une grève de loyers peuvent nourrir une culture révolutionnaire (plutôt que de renforcer la Gauche) dépend de l'honnêteté avec laquelle nous faisons connaître nos intentions dès le départ. Cette culture révolutionnaire ne sera pas renforcée si on joue le jeu des valeurs de la social-démocratie, pour que les gens plus accoutumés à ces comédies de légitimité nous rejoignent. Nous entendons souvent des discours romantisant l' « opacité » dans le cadre d'une lutte contre les structures de pouvoir (qui s'applique à quiconque se trouve hors de notre « milieu »). Au contraire, nous sommes d'avis que faire preuve d'honnêteté par rapport à nos ambitions et ne pas prendre les gens pour des cons nous mènera beaucoup plus loin que de cacher nos intentions derrière une façade d'organisateurs.trices communautaires responsables, de militant.es syndicalistes, ou autre. [...]

La question de la "stratégie"

[...] Pour penser nos objectifs et nos trajectoires, nous désirons proposer un cadre alternatif, des perspectives et une projectualité. Bien sûr, on devrait développer une analyse de notre contexte et de ses transformations, pour réfléchir les conséquences potentielles de nos actions sur ce contexte. Nous pensons aussi que cela peut permettre d'intégrer une dimension sur le long-terme à nos projets et perspectives. Le jargon insurrectionaliste nomme souvent ce concept 'projectualité'. Nous pensons que la différence n'en est pas seulement une de langage, mais bien que les idées qui sous-tendent 'stratégie' et 'projectualité' sont profondément différentes.

Nous ne pensons pas que les conséquences de nos actes puissent toujours être prévues à l'avance, tel des déplacements qu'on fait en jouant aux échecs. Nos projets sont expérimentaux. Nous pouvons déterminer certaines intentions, discours et gestes, puis les engager sur le terrain social, sans avoir de certitudes quant aux résultats (que des suppositions éclairées par l'expérience). Il n'y a que nos propres actions que nous pouvons garantir. Il nous est ainsi possible de faire vivre des idées pour que d'autres s'en saisissent. Le fait d'être confrontés à des obstacles écrasants et peut-être sans espoir dans nos projets de libération, semble être la cause d'une telle recherche de certitude prédictive. On a besoin de sentir qu'on a du contrôle. Il est compréhensible, mais déplacé de croire que l'impact de nos actions sera prévisible si seulement on attend 'le bon moment' ou que l'on trouve la bonne forme de lutte.

Nous croyons que l'élaboration de visions stratégiques n'affirmant pas explicitement de perspectives divergentes mène à la centralisation ou à la bureaucratisation de l'insurrection. Des projectualités hétérogènes incarnent mieux l'éthique anarchiste puisqu'elles ne sacrifient pas les moyens pour les fins. Nos objectifs s'incarnent dans nos moyens : nourrir des projets qui rendent le terrain fertile à la propagation d'une combativité, qui alimentent l'auto-organisation, qui mettent fin au dialogue avec l'ennemi de classe ou qui diffusent les valeurs et les pratiques minant la domination et l'exploitation.

Mise en Commun soutient avec condescendance que les actions en question n'ont pas contribué à 'construire un pouvoir collectif'. On peut présumer que c'est parce que ces actions s'écartent de la vision stratégique de l'auteur. Pourtant, pour nous, après une simple lecture des communiqués des actions auxquelles *Mise en Commun* semble répondre, il est évident que les acteurs derrières certaines de ces attaques ressentent et sont en train de construire une telle capacité collective. Même dans le pire des scénarios où il semble que ces actions soient toujours faites par les mêmes personnes et où elles ne seraient pas contagieuses, au moins ces gens construisent un réseau combatif entre elleux. Et comme des idées subversives se font sentir dans la réalité, il est plus facile de se lier avec elles.

Nous voulons d'une lutte anarchiste qui soit expansive et que nos actions contribuent à imaginer des outils pour manifester notre mécontentement ou nos énergies créatrices en dehors des canaux réformistes. Même si nous ne croyons pas que cela répandra magiquement nos actions du jour au lendemain, nous pensons que ça aura un impact alors que la situation sera plus agitée.
Le texte *'Signals of Disorder: Sowing Anarchy in the Metropolis'*, publié en 2010, vante les bénéfices d'attaques régulières et visibles, menées dans des temps de paix sociale relative contre des symboles évidents de l'exploitation capitaliste. Selon l'auteur, des graines subversives sont plantées par ces actions dans la conscience des gens et lors des moments de rupture sociale, ils pourront y avoir accès et les cultiver. Bien que la plupart des gens soient en désaccord avec ces actions lorsqu'elles se produisent, lorsque les formes traditionnelles et valides d'activité politique se révéleront inadéquates, ils pourront adopter ces formes et en faire leurs propres outils. Pour illustrer cette théorie, qui est dans les faits le fruit inversé de la théorie de contrôle social de 'la vitre brisée', A. G. Schwarz utilise l'exemple de l'insurrection grecque de 2008 (bien que nous ayons vu, dans les dernières années, des tactiques anarchistes être adoptées par beaucoup d'autres gens lors d'insurrections de ce côté de l'Atlantique). [...]

Une conséquence importante des attaques récentes contre des figures d'extrême-droite liées à Trump, ou quelques années plus tôt et à plus petite échelle, des attaques à Seattle qui visaient toute personne liée à des éléments gentrificateurs, c'est que les critiques anarchistes ont commencées à être prises au sérieux par les gens et, encore plus important, les pratiques naissant de ces critiques. [...]

Sur l' 'illégalité', la 'spécialisation' et l' 'isolement'

« Ce qui nous donne la puissance, ce n'est pas le niveau de préparation d'une clique d'expert.e.s en destruction. ... Bon gré, mal gré, il nous faut avouer que s'il y a bien une chose que le pouvoir sait gérer, autant sur le plan du discours que celui de la répression effective, c'est une bande de potes qui s'isole dans l'illégalisme. »
- Mise en Commun

« Le point c'est pas de développer une « expertise » en destruction. Tout ce qu'il faut, c'est des marteaux, des crowbars, des roches pis de la peinture. Et avant ça, une petite idée de par où on arrive, par où on part, des masques pis peut-être des vêtements qu'on peut jeter. On se croise dans la nuit ! »
- Extrait d'un flyer déposé aux stations de métro Préfontaine, Joliette et Pie-IX ainsi qu'à la Place Valois en février 2016, le jour après l'action

Sans le pouvoir de la négation, nos luttes ne sont rien. Mais nous pensons aussi qu'une lutte qui se limite à l'attaque est condamnée à un conflit perpétuel qui ne pourra jamais véritablement détruire les systèmes qu'on haït. Bien que nos inclinations personnelles nous poussent à nous concentrer sur des projets destructeurs, pour pouvoir les soutenir et les renouveler, nous avons besoin de tailler des espaces d'autonomie dans nos luttes et nos vies, des infrastructures matérielles, des réseaux de solidarité et de support.

Les autorités tenteront inévitablement d'isoler les éléments combatifs d'une lutte. Celleux engagé.es dans ces formes de lutte devraient tenter d'éviter de renforcer leur isolement. On constate cela entre autres lorsque des anarchistes voient la négation comme étant l'unique contribution de valeur pour une lutte, renforçant la spécialisation ou agissant sans égard pour le contexte en ne souhaitant développer de relations qu'avec d'autres anarchistes à l'international. Cependant, la lutte contre l'isolement de ces éléments combatifs est aussi la responsabilité des anarchistes qui ont un focus plus social. Une intervention à ce niveau pourrait être de défendre publiquement les actions illégales, de refuser la fausse dichotomie entre les bons et les mauvais anarchistes et de ne pas cacher ses idées anarchistes pour s'intégrer "aux gens". [...]

Pour appuyer socialement les attaques, on pourrait lire des communiqués durant les assemblées populaires ou les citer dans les publications distribuées au porte-à-porte, toujours s'assurer de parler de la nécessité de l'action directe et du refus des canaux réformistes. Il pourrait aussi s'agir d'organiser l'occupation d'espaces populaires ou de bâtiments en coordination avec des gens prêt.es à les défendre. Par exemple, la série d'affiches-communiqués de Montréal Contre-Info offre la possibilité d'être activement complice de gestes inspirants sans qu'une telle complicité ne requiert de faire des actions semblables.

Le narratif selon lequel seuls les anarchistes attaquent doit être brisé. L'accessibilité et la reproductibilité de nos actions doit être mise en évidence par nos gestes, nos paroles et nos relations. Pour l'instant les actions qui se sont produites à Montréal autour de la gentrification dans les dernières années ne nécessitait pas une grande expertise technique. Briser des fenêtres ou même allumer des feux peut être extrêmement accessible. Tous les matériaux nécessaires peuvent être trouvés dans votre quartier. [...]

Si agir illégalement est nécessairement spécialisé, nous sommes foutus. Mais, en réalité, nous savons que plusieurs formes de crime sont répandues. Nous savons aussi que les ressources et la réputation qu'exige les avenues légitimes sont incroyablement spécialisées. Nous ne dirions jamais que tous les projets anarchistes doivent être fondamentalement illégaux, mais l'illégalité n'est pas quelque chose que nous devrions fuir.

Notre critique de la spécialisation ne devrait pas se limiter aux considérations tactiques pour des luttes combatives. Elle doit aussi s'appliquer à nos vies en entier. C'est pourquoi nous rejetons l'identité du militant, de l'organisateur, etc.: ceux-ci se voient comme des spécialistes de la lutte. Pour nous, prendre part à la lutte fait partie intégrante du fait même de vivre, la lutte est donc tout simplement une partie de nos vies. Nous nous battons pour remplir nos besoins et non pas pour faire un sacrifice sur l'autel de la politique. [...]

Répression

« Il faut se donner toujours un coup d'avance sur ... la répression ».
- Mise en Commun

« Tu t'en vas en prison. Tu pourrais aller en prison pour quelque chose que tu es en train de faire ou pour quelque chose que tu as fait il y a longtemps. Tu pourrais être piégé.e et faire de la taule pour un truc avec lequel tu n'avais rien à voir. Même si tu n'as jamais enfreint une loi, tu pourrais tout de même aller en prison – le simple fait de lire ces lignes fait de toi un suspect. Plus il y aura de gens qui vivent servilement, avec obéissance, plus aisément le gouvernement pourra faire un exemple de la personne choisie.
Regarde les personnalités historiques que tu respectes, ou même tes ami.es. Si tu suis le même chemin qu'eulles, les chances sont grandes que tu ailles en prison toi aussi. Fait la paix avec ça. Imagine ton temps en prison, ce que tu y feras, comment tu passeras à travers. Tu peux aller en prison avec dignité ou tu peux y aller mollement, en aidant tes ennemis et en vendant tes ami.es. Tu peux aller en prison pour ce en quoi tu crois ou tu peux y aller sans raison, sans jamais t'être porté à la défense ni de toi-même, ni de quiconque.
Tu t'en vas en prison. Maintenant que tu le réalises, tu es libre. Tu peux aller en prison pour ce que tu veux, tu peux faire ce que tu crois être juste. Merde, si tu fais attention, tu pourrais ne pas aller en prison pour longtemps.
Si assez de gens comprennent cela, un jour il n'y aura plus de prison. En tant que personne qui s'en va en prison, tu comprends que ce jour ne peut pas arriver trop tôt. »
- Green Scared ? Leçons préliminaires du Green Scare

Mise en Commun laisse entendre que les implications négatives de nos actions (c'est-à-dire la répression) devraient être l'une des mesures à considérer dans notre 'stratégie'. Ce discours est souvent utilisé pour justifier l'inaction. Bien sûr, des gens auraient pu et pourraient encore être arrêtées et des maisons pourraient faire l'objet de descentes. C'est toujours une possibilité. Cette possibilité est le pari nécessaire que nous faisons pour donner quelque force à nos luttes. Évidemment que la répression fait peur. Nous en avons tous.tes peur et nous pouvons nous entraider pour y faire face. Cependant il est crucial qu'un virage soit fait dans la manière dont les gens pensent et parlent de la répression. Idéalement cela doit être fait avant que cette peur ne se fasse sentir de manière plus significative, qu'elle puisse contrôler et donner forme à nos luttes jusqu'à les rendre méconnaissables.

Pour nous, la répression est une réalité inévitable de la lutte anarchiste. Notre but est de détruire l'État, l'économie et bien d'autres systèmes de pouvoir. Si nous agissons en fonction de cela, les autorités auront certainement pour réponse l'emprisonnement et les fouilles de nos maisons. Dans des endroits où l'État a l'apparence moins démocratique, c'est l'assassinat et la torture de celleux qui sont du côté des anarchistes qui advient.
Les gens feront face à de la répression et il n'y a aucune honte à se faire prendre. Nous ne pouvons pas choisir le moment où la répression s'abattra. Nous faisons face à un ennemi dont la capacité de détruire nos vies est immense. Par contre, cette peur ne devrait jamais être une raison de se distancer de ceuzes qui sont les plus à risque d'être ciblés par la répression et d'ainsi renforcer la division créée par l'État et les médias entre les bons anarchistes qui ont des opinions et des jardins communautaires et les anarchistes criminels qui brûlent des voitures et cassent des fenêtres. [...]

La répression a pour projet de séparer et d'isoler celleux sur qui elle s'abat. En rejetant cette séparation, en ne jouant pas la mentalité de la justice du coupable-ou-innocent, nous pouvons exprimer véritablement notre solidarité les un.es avec les autres en rendant plus visibles les luttes de celleux qui font face à la répression.

Propositions pour une projectualité à Montréal

Le mot 'projectualité' est employé pour référer aux dimensions contextuelles et temporelles à long-terme de nos projets, de nos activités intentionnelles. Il s'agit de développer un rapport conscient et intentionnel à la projection de nos désirs et de notre force dans le monde et dans l'avenir, pour nous assurer que nos projets nous mènent là où nous le voulons et nous aident à en créer les conditions de possibilité. Appliquée à une lutte spécifique, cette intentionnalité est manifestée grâce à des interventions multiples au sein de cette même lutte. Ces dernières s'informent entre elles, à la fois dans leur continuité et dans leurs incessantes transformations, lorsque les interventions ont eu un impact changeant le contexte. Bien que ce texte place son focus spécifiquement sur les luttes contre la gentrification dans deux quartiers de Montréal, cette idée peut s'appliquer dans tout contexte de tension sociale ou de lutte contre un projet de domination. Nos batailles ne visent pas uniquement à détruire une seule manifestation spécifique de la domination capitaliste. Nous désirons aussi construire une capacité d'organisation autonome, alimenter et maintenir une tension autant que participer à répandre des pratiques combatives et des idées indomptables.

Malheureusement, nous ne pouvons pas être partout en même temps et nous devons choisir nos combats. Cela dit, les points de tension qui informent nos choix sont innombrables. Si nous pensons que la lutte contre la gentrification est un point de départ intéressant pour les anarchistes, c'est parce qu'elle a trait aux relations de pouvoir qui nous affectent dans la vie quotidienne : la police, les patrons, les propriétaires, et bien d'autres. Voilà une opportunité intéressante pour ancrer et donner de la consistance à nos projets subversifs, ce qui permettra de nourrir une lutte en continu et de donner de la force à long-terme à des pratiques d'organisation autonomes.

La constance de nos interventions dans cette tension leur procure une plus grande efficacité. Nous aimerions développer la capacité de contribuer par des activités anarchistes constantes dans un quartier au maintien de la tension, plutôt que de nous concentrer à faire de plus grandes attaques mais qui ne feront que ponctuer de grand temps morts. Cette activité constante est beaucoup moins vulnérable à la répression parce qu'elle est décentralisée. Hors des calendriers militants de 'mouvements sociaux', la constance combat la passivité cynique qui est la norme en temps de paix sociale. Les moments creux qui suivent les sommets des mouvements sociaux pourraient être moins dévastant si on y trouvait une base d'activité dans laquelle nous prenons une liberté d'action.

Quels projets pourraient contribuer à cette projectualité contre la gentrification? Comment nos cibles et nos méthodes pourraient-elles être plus créatives? Nous aimerions proposer quelques façons dont des anarchistes pourraient contribuer à une lutte multiforme et combative contre la gentrification. Nous pensons que ces initiatives pourraient se compléter entre elles et laisser lieu à différents savoir-faire, désirs et types de risques :

- attaquer des bureaux de promoteurs immobiliers et favoriser l'hostilité envers ces derniers, les proprios et toute initiative de 'revitalisation' de la ville ;
- apporter du soutien à des espaces autonomes et à des infrastructures telles des centres sociaux, des logements et des jardins occupés, pour remplir nos besoins en étant plus autonome face à l'État et au Capital ;
- saboter la promotion et la construction de condos
- développer des réseaux de solidarité pour se défendre contre les évictions, agir directement et collectivement avec des gens du quartier. Des compagnon.nes de St-Henri ont fait l'expérimentation d'un réseau de solidarité basé sur le modèle élaboré à Seattle. Illes ont eu pour principal obstacle le fait que la plupart des gens préféraient se référer à la Régie du Logement (le corps officiel où déposer des plaintes, contester des hausses de loyer et se battre contre les évictions). Nous désirons proposer l'idée d'un réseau de défense contre les évictions qui pourrait être utilisé par les gens que le système de 'justice' ne supporte pas ;
- mettre en danger la propriété des yuppies pour que le quartier leur soit indésirable ;
- trouver des gens hors de nos réseaux pour nous battre ensemble. Ceci pourrait prendre la forme d'une occupation temporaire de la Place Valois ou d'autres carrés populaires, pour distribuer de la littérature et de la nourriture, ou en temps de plus grande tension sociale, d'occupations permanentes. Ces connexions pourraient aussi se produire en organisant des assemblées populaires.
- miner le contrôle social dans le quartier : dégrader ou détruire des caméras de sécurité, briser des tourniquets de métro pour rendre le passage gratuit et développer des relations avec vos voisins, s'assurer qu'illes ne parleront pas à la police si elle vient cogner à leur porte pour poser des questions sur vous ;
- déranger les événements ou les avancées que la police ou la ville organise pour tenter de pacifier la situation ;
- attaquer la police chaque fois que vous en êtes capables : dans les manifs autant que dans leurs fonctions quotidiennes ;
- miner la légitimité des médias en les attaquant.

Bien que vandaliser les façades des commerces yuppies puisse fournir un contexte pour d'autres actions, nous ne pensons pas qu'il faille nous reposer excessivement sur cette tactique. Dans les dernières années, nous avons apprécié les quelques fois où l'intérieur des boutiques et leur marchandise ont été aspergées de peinture, puisque cela démontre un mépris fondamental pour la marchandise elle-même, et que ça a empêché le fonctionnement de l'entreprise attaquée.

D'un autre côté, nous devrions éviter de personnifier le capitalisme trop fortement dans la figure de gentrificateurs spécifiques, comme Corey Shapiro (un propriétaire de commerce du quartier St-Henri). Dans un contexte donné, si ces actions sont les plus fréquentes, elles courent le risque d'attirer l'attention sur les aspects flagrants et obscènes de la gentrification (sa façade, si vous voulez) sans en adresser les fondements. [...]

Briser les limites des luttes spécifiques

Nous pensons que lorsque les anarchistes interviennent dans des luttes partielles, il est crucial de tenter d'étendre celle-ci à la lutte contre tous les systèmes de domination. Même si le pouvoir nous apparaît comme une totalité, nous battre contre lui n'est possible qu'en attaquant ses projets et ses manifestations spécifiques. Pour favoriser la solidarité entre les luttes et prévenir la récupération, il est important de lier nos luttes partielles aux systèmes totalisants. La lutte contre la gentrification doit être connectée aux luttes centenaires contre la colonisation des peuples autochtones qui se battent pour la souveraineté et l'auto-détermination. Même les luttes avec des objectifs, des formes ou des contenus différents peuvent se supporter mutuellement. Cela peut se faire à travers le partage d'apprentissages et de ressources, en attirant l'attention l'une sur l'autre, ou simplement en continuant à se battre contre les forces qui les perpétuent toutes : l'aliénation de nos moyens de survie, l'oppression raciste et patriarcale, et l'exploitation capitaliste. Voilà les ingrédients d'une solidarité révolutionnaire.

Un des problèmes qui survient continuellement dans la lutte contre la gentrification est la manière dont elle est séparée de la lutte contre le Capital et les autres systèmes de domination. Plusieurs se perdent dans cette vision étroite, à savoir ce que 'gagner' veut dire contre l'unique 'enjeu' de la gentrification. Ielles se battent alors contre elle comme si elle était isolée. Si nous aussi nous avons envie de revendiquer des victoires, nous voulons cependant élargir les critères qui les déterminent. Pour nous, nous ne gagnons que lorsque d'autres luttes et notre capacité future à nous battre sont renforcées. Si 'gagner' contre la gentrification signifie de renforcer la municipalité, l'État ou la Gauche, ce n'est pas une victoire, mais plutôt de la récupération.

Ni Montréal, ni Canada

Nous sommes inspiré.es par le texte '*150, 375: vive les rebelles!*' publié récemment qui appelle à des actions de perturbation contre Montréal et le Canada dans le cadre des célébrations pour leurs anniversaires coloniaux. Nous pensons que cet appel souligne des opportunités pour une projectualité concertée entre les anarchistes habitant le territoire dominé par l'État canadien. Nous apprécions que le refus de l'État-nation en soit le point de départ. Effectivement, attaquer les manifestations spécifiques du projet génocidaire canadien correspond de près à la perturbation des fondements de la domination sur ce territoire.

Dans la seconde semaine de 2017, des anarchistes agirent contre ces anniversaires en bloquant avec des pneus en feu l'autoroute qui traverse Hochelaga à l'heure de pointe tôt le matin. Des actions comme celles-ci, ainsi que d'autres, peuvent permettre d'utiliser l'énergie organisée d'un quartier pour tracer des liens de solida-

rité entre celleux qui luttent contre la gentrification dans un certain secteur de la ville et celleux qui se battent contre le projet capitaliste colonial du Canada sévissant depuis bien avant notre époque. Nous ne désirons pas mentionner cela comme des paroles en l'air ni pour nous positionner comme allié.es. Cette position efface trop souvent nos propres raisons de lutter contre ce qui nous affecte énormément : que ce soit la vie quotidienne sous le capitalisme, en passant par les frontières et les autres formes de contrôle. La lutte entière est renforcée lorsque nous pratiquons une solidarité révolutionnaire active ou que nous luttons contre les dispositifs du pouvoir étatique et contre le contrôle des endroits où se déroulent nos vies.

Une solidarité qui détruit les frontières

L'élection récente de Donald Trump signale un changement de contexte au sud de la frontière. Nous avons pu y constater le durcissement de l'extrême droite et de l'activité fasciste. Dans notre contexte, on y trouve des échos dans l'assassinat récent de six personnes musulmanes à la mosquée de Québec par un supporter de Trump et dans la manifestation fasciste qui a réussi à prendre la rue avec succès pour la première fois à Montréal depuis des décennies. Si Trump se distingue de tout autre candidat avec sa stratégie de représentation, dans sa rhétorique et dans le fait qu'il ait nominé des personnes ayant des liens flagrants avec des groupes suprématistes blancs, il ne fait que rendre explicite un cauchemar qui était déjà présent. Mais cette présentation explicite a créé une rupture. On assiste maintenant à l'émergence d'un conflit social répandu contre les autorités, des fermetures d'aéroports aux émeutes dans les capitales de la nation, ayant pour horizon la possibilité de devenir ingouvernables.

La menace du fascisme rampant au Canada ne doit pas être ignorée. Il est dangereux que ces activités de l'extrême-droite soit vues comme exceptionnelles et indépendantes du projet fondamentalement génocidaire et xénophobe de ce pays. Alors, comment démontrer l'importance du combat contre la gouvernance en soi, que le Léviathan du pouvoir étatique utilise des discours d'extrême-droite, un multiculturalisme libéral ou la récupération gauchiste pour continuer l'occupation des terres volées et la domination des blancs et de la civilisation occidentale ? Une fois de plus, il faut nous battre localement et communiquer avec celleux qui se battent ailleurs. Lorsqu'illes nous voient, illes sont inspirées à continuer de se battre un jour de plus.

Essayons d'avoir un impact sur la capacité des gens aux États-Unis à demeurer ingouvernables à partir de là où nous sommes. Comment pouvons-nous perturber et bloquer l'économie américaine du côté nord de la frontière ? Où sont les valves de pétrole, les points stratégiques du système ferroviaire, et les autoroutes dont son économie dépend ? Comment pouvons-nous affaiblir la frontière canado-américaine, nous battre contre les déportations qui renvoient les gens aux USA et devenir une ressource pour celleux forcé.es à fuir ?

Mots de la fin

" *La gentrification c'est un processus du capitalisme et du colonialisme comme d'autres. Ça a l'air inévitable, et ça l'est peut-être, mais ça vaut tout de même le coup de lutter contre et de ne pas se laisser faire. Dans le monde insupportable dans lequel on vit, j'ai l'impression que ma vie peut juste trouver un certain sens si je me bats... Au mieux, le processus de gentrification va se déplacer ailleurs, si un quartier résiste. Quand même, lutter contre le capitalisme et l'État, ça ouvre des possibles qui ne peuvent pas exister autrement.*"
- Defend the Hood, interview avec subMedia

Nous souhaitons que nos projets soient aisément communicables. Cependant, nous n'avons pas d'audience particulière en tête, qui soit généralisable, comme 'le peuple' (ou, à ce compte, tout autre sujet révolutionnaire), puisqu'on ne peut y voir qu'une audience passive prête à consommer des idées réduites au plus-petit-dénominateur-commun. C'est notre désir de nous battre et de remettre tout en question que nous désirons communiquer à de potentiels complices, avec lesquels nous pouvons construire des relations réciproques de lutte.

Une conception anarchiste de l'insurrection cherche à ce que des éléments anarchistes se diffusent et traversent une population à un moment donné, plutôt que d'être à la recherche d'une masse nombreuse. Ces éléments auraient pour base le rejet d'agents récupérateurs comme la politique (qu'elle soit grassroot ou institutionnelle).

Tout en reconnaissant l'inévitabilité (et la désirabilité) de différences 'stratégiques' et de désaccords à travers (et au sein) des milieux, nous cherchons une 'mise en pratique' hétérogène et décentralisée des expérimentations anarchistes à Montréal. Nous espérons que nos réflexions et nos critiques pourront favoriser la solidarité et des différences respectueuses, et qu'elle sera reçue avec ouverture et bonne foi. En ce qui a trait aux actions et aux projectualités jugées désirables, nous sommes intéressé.es à entendre parler des idées d'autres gens. Comment ces idées pourraient-elles contribuer à quelque chose qui les dépasse dans leur spécificité ? Comment les autres camarades pensent-ils que nos projets puissent se rencontrer ? Nous aussi, nous en avons assez d'attendre une grève étudiante ou la construction d'un pipeline' et nous pensons qu'il est intéressant de 'créer un climat d'insécurité dans le quartier en maintenant un certain niveau de vandalisme'. [...]

Le prochain numéro sortira en octobre 2017. Les contributions peuvent être envoyés à correspondance@riseup.net et cela avant le 1 octobre 2017.
Cette correspondance comporte réflexions sur des luttes en cours, une approche critique de vieux et de nouveaux projets, une correspondance sur la situation sociale générale et l'évolution de la domination, des réflexions sur des conflits qui s'annoncent, des propositions avec un regard international,… Des textes qui ont déjà été publiés ailleurs dans une contexte différente, doivent être accompagnés d'une introduction (longue ou courte) afin d'insérer le texte dans le projet de correspondance.

Débats et commentaires :
Dans le prochain numéro d'Avalanche, il y aura de nouveau une section réservée aux débats et commentaires. En envoyant de tels textes, on invite les compagnonnes et compagnons à prendre comme point de départ des problématiques, des questionnements ou des perspectives qui avaient été soulevés dans les numéros antérieurs d'Avalanche. Le but de cette section de débat est bien évidemment d'offrir un espace d'échange internationale entre anarchistes en lutte pour approfondir certains aspects, pour permettre des retours critiques sur des propositions,...